



UNHCR

L'Agence des Nations
Unies pour les réfugiés



TOUS UNIS

POUR L'ÉDUCATION
DES RÉFUGIÉS

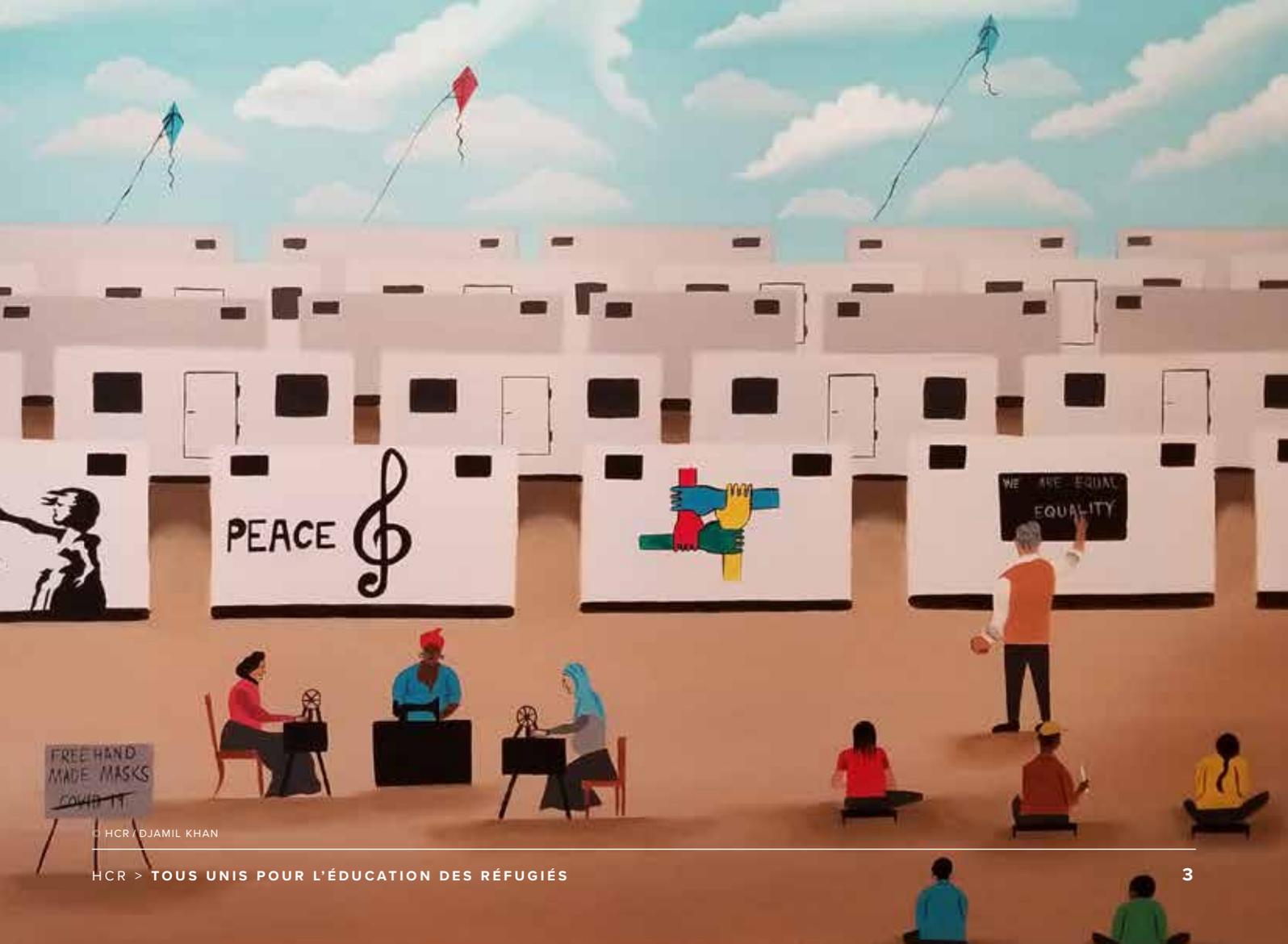
Table des matières

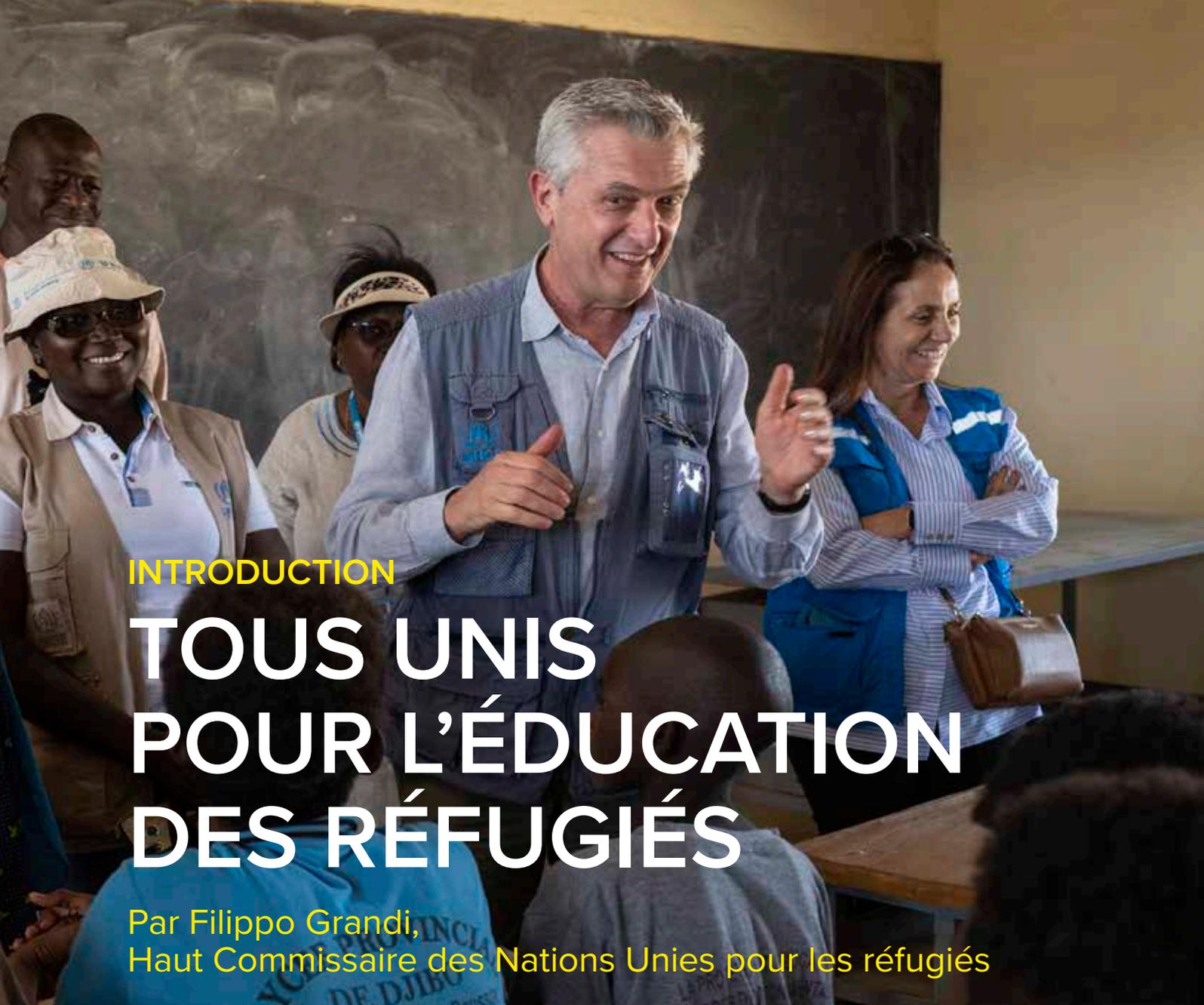
Introduction par Filippo Grandi, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	4
Scolarisation des réfugiés – ce que révèlent les données	8
La famille	11
La communauté	21
Les pouvoirs publics	32
Les violences contre les établissements scolaires	39
Postface par Mo Salah	42
Un appel à l'action	44



«Réfugié en Grèce, j'ai dû faire face à de nombreuses difficultés. Quoi qu'il ait pu arriver, je n'ai jamais perdu espoir, je me disais toujours: ce n'est pas la fin, il y aura un nouveau démarrage. Et j'avais raison. Actuellement, le monde entier est aux prises avec cette pandémie, et notamment les réfugiés. Nous devons éduquer les enfants. Nous devons écouter de la musique. Nous devons apprendre que tous les êtres humains sont égaux. La situation dans laquelle se trouvent les réfugiés est temporaire et elle passera. Il faut toujours garder l'espoir. La lumière brille toujours après la nuit.»

Djamil, 20 ans, un artiste afghan réfugié en Grèce, a reçu une mention spéciale pour ce tableau présenté à la séance inaugurale du Concours artistique du HCR: Les jeunes avec les réfugiés.





INTRODUCTION

TOUS UNIS POUR L'ÉDUCATION DES RÉFUGIÉS

Par Filippo Grandi,
Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Toute personne en quête d'exemples inspirants de dévouement, de persévérance, de résilience et de force de caractère n'a pas besoin de chercher plus loin que les étudiants et les enseignants présentés dans le rapport 2020 sur l'éducation des réfugiés.

De l'Équateur à la Jordanie en passant par l'Iran et l'Éthiopie, ces jeunes réfugiés et les adultes qui les soutiennent savent à quel point mener une existence digne ouvrant sur des solutions suppose l'acquisition d'une éducation formelle complète et de qualité.

L'écart entre les élèves réfugiés et la population scolaire générale demeure énorme, surtout aux niveaux plus élevés d'enseignement. Avec l'augmentation incessante du nombre de personnes déracinées à travers le monde, stabiliser les taux de scolarisation relève de l'exploit.

La route à suivre est toute tracée : des progrès ont été accomplis au cours des dernières années et, même s'ils sont modestes en pourcentage, ils n'en représentent pas moins des dizaines de milliers d'enfants et de jeunes réfugiés qui ont pu trouver place dans les salles de classe, les centres d'apprentissage et les amphithéâtres du monde entier.

Une menace considérable plane aujourd'hui sur ces avancées. Le coronavirus pourrait réduire à néant les rêves et les ambitions de ces jeunes réfugiés. Il menace de provoquer une « pandémie de pauvreté »

Le coronavirus pourrait réduire à néant les rêves et les ambitions de ces jeunes réfugiés. Il menace de provoquer une «pandémie de pauvreté» dans les communautés les plus vulnérables à travers le monde, risquant ainsi d'inverser l'accroissement régulier et chèrement acquis des taux d'inscription dans les écoles, les universités et les établissements d'enseignement professionnel et technique —parfois de façon définitive.



Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, en discussion avec des élèves maliens réfugiés dans l'école du camp de Goudoubo, Burkina Faso.

© HCR / SYLVAIN CHERKAOUI

dans les communautés les plus vulnérables à travers le monde, risquant ainsi d'inverser l'accroissement régulier et chèrement acquis des taux d'inscription dans les écoles, les universités et les établissements d'enseignement professionnel et technique — parfois de façon définitive.

Alors que nous nous efforçons de concrétiser [l'Objectif de développement durable 4](#) — Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité — le Covid-19 pourrait repousser cet objectif hors d'atteinte.

Il ne s'agit pas tant de fermetures d'écoles, malgré leurs effets dévastateurs. Il s'agit de la capacité des familles réfugiées qui vivent dans des camps et des zones urbaines avec de faibles revenus et des modes d'existence précaires à assumer les coûts liés à la scolarité — frais de scolarité, uniformes,

manuels scolaires, déplacements, abonnements et appareils mobiles — en plus de l'alimentation et du logement.

Dans tous les pays, les enfants souffrent de l'impact du Covid-19. Une génération entière a vu son éducation perturbée, des crèches et des maternelles aux universités et aux formations d'apprentis.

Mais si vous étiez un jeune réfugié avant la pandémie, vous étiez déjà gravement désavantagé, et deux fois plus susceptible de ne pas aller à l'école que les autres enfants.

Parallèlement, l'accès des jeunes filles à l'éducation demeure aussi difficile que par le passé. Selon nos données, les jeunes filles ont toujours moins accès à l'éducation que les garçons, et elles sont deux fois moins nombreuses à poursuivre leur scolarité au secondaire. Une [étude de la Banque mondiale parue en 2018](#) montre en quoi cet écart est inquiétant, tant aujourd'hui que pour l'avenir, et constate que les femmes qui ont fait des études secondaires gagnent en moyenne près de deux fois plus que celles n'ayant aucune éducation. Il y a en outre d'énormes retombées positives: le capital social et l'indépendance, le recul du mariage et des grossesses précoces et la santé et le bien-être général.

Les prévisions post-confinement pour les jeunes filles réfugiées sont particulièrement sombres. [Après avoir analysé les données du HCR sur les taux de scolarisation](#), le Fonds Malala estime que la moitié des jeunes filles réfugiées actuellement scolarisées ne retourneront pas à l'école à la reprise des cours en septembre. Dans les pays où les taux bruts de

scolarisation des filles réfugiées étaient déjà inférieurs à 10 pour cent, elles risquent toutes de se retrouver définitivement privées d'éducation. Ce sont là des prévisions alarmantes qui seraient lourdes d'incidence pour les générations à venir.

Les risques pesant sur l'éducation des réfugiés ne s'arrêtent pas là. Le 9 septembre, le monde célébrera la première [« Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques »](#). Même si je me réjouis de cette nouvelle campagne, il est tragique qu'elle soit nécessaire. Toutefois, comme nos partenaires nous l'ont signalé et comme le montre une dépêche du Burkina Faso publiée dans ce rapport, les attaques dirigées contre les écoles sont une effrayante réalité. Elles doivent cesser immédiatement.

Malgré tout, ce rapport me donne aussi de l'espoir. Les réfugiés et les communautés hôtes, les enseignants, les partenaires du secteur privé, les autorités nationales et locales, les innovateurs et les agences humanitaires ont trouvé de multiples façons de poursuivre l'enseignement face à la pandémie. Il leur a fallu de la créativité et de l'ingéniosité. C'est une entreprise de haute et de faible technologie et elle a exigé des partenariats, de la générosité et de la pensée créatrice.

La pandémie a mis en évidence les lacunes de l'offre d'enseignement tout autant que celles de la connectivité, de l'accès à l'eau potable, de l'assainissement, du logement, des transports et des possibilités d'emploi, autant d'aspects qui ont une incidence directe sur l'aptitude d'un enfant à apprendre.

Il existe néanmoins des solutions à ces difficultés si nous agissons de concert. Les politiques et les lois habilitantes sont déterminantes, de même qu'il est essentiel de nouer des alliances avec les entreprises, les chercheurs, les universités, les ONG, les militants, les Nations Unies et ses multiples partenaires et les personnes privées.

À la fin de l'année dernière, les centaines d'[annonces de contributions présentées par les gouvernements](#)



[et les partenaires](#) au Forum mondial sur les réfugiés ont montré à quel point de multiples individus et organisations — associations de bienfaisance, ONG, municipalités, États, secteur privé et représentants des réfugiés eux-mêmes — sont déterminés à inverser la tendance.

Le Covid-19 nous a contraints à repenser nombre d'aspects de notre existence : la structure et la résilience de nos sociétés, mais aussi la précarité de tant de choses que nous tenions pour acquises. Il nous



Faïda, 20 ans et originaire du Rwanda, a présenté ce dessin intitulé « Pluie d'amour », en vue du Concours artistique 2020 du HCR: Les jeunes avec les réfugiés. Son dessin compte parmi les sept sélectionnés pour en faire une [animation](#). © HCR / FAIDA GASTON



a également forcés à innover dans les domaines de la médecine comme de l'offre de soins ou encore des spectacles. Cela vaut également pour l'élan impulsé en vue de la mise en œuvre du [Pacte mondial sur les réfugiés](#) afin que les pays incluent les réfugiés dans la planification de leurs réponses nationales au Covid-19, parfois pour la première fois.

Si nous pouvions susciter ce même esprit dans le domaine de l'éducation — en élaborant de judicieuses solutions technologiques incorporées

dans l'enseignement formel, en nouant des alliances durables dans tous les secteurs et en rattachant l'enseignement à la passion et à la détermination de millions de jeunes — nous avancerions à pas de géant vers la résilience, l'autosuffisance et les opportunités offertes aux réfugiés.

Comme je le disais plus haut, si vous êtes en quête d'inspiration, poursuivez votre lecture.

Les récits qui suivent ne manqueront pas de vous en apporter.



CHAPITRE 1

SCOLARISATION DES RÉFUGIÉS – CE QUE RÉVÈLENT LES DONNÉES

Masha, neuf ans, qui a fui l'Ukraine avec sa famille en 2014, en train de créer des jeux vidéo durant une classe de programmation à Minsk, Bélarus.

© HCR / EGOR DUBROVSKY

Les toutes dernières données de scolarisation montrent encore une fois à quel point les possibilités d'éducation des enfants réfugiés s'effondrent après le primaire.

La méthode de collecte des données utilisée dans le rapport de cette année a été modifiée pour améliorer l'exactitude des données et leurs enseignements, ce qui explique que les chiffres se présentent différemment des années précédentes.

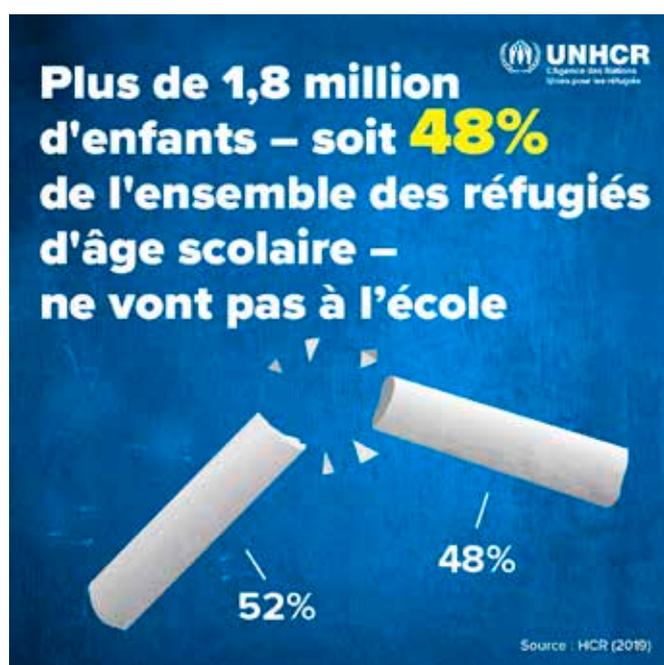
S'agissant du primaire, les taux bruts de scolarisation des enfants réfugiés s'établissent à 77 pour cent, un niveau demeuré constant depuis l'année dernière.

Néanmoins, le contraste entre les inscriptions au primaire et au secondaire reste saisissant. Moins de la moitié des enfants réfugiés inscrits au primaire parviennent à poursuivre leurs études au niveau du secondaire. Seulement 31 pour cent des jeunes réfugiés étaient inscrits dans l'enseignement secondaire en 2019, même si ce taux a augmenté de deux points par rapport à l'année précédente, ce qui correspond à des dizaines de milliers d'enfants éducation en plus qui restent scolarisés.

Pour les jeunes filles, le tableau est plus que préoccupant. La quasi-totalité des gains enregistrés au niveau secondaire en 2019 concernait les garçons, avec 36 pour cent de jeunes réfugiés inscrits au secondaire contre seulement 27 pour cent chez les jeunes filles.

Au niveau de l'enseignement supérieur — qui inclut l'enseignement professionnel et technique, les formations et les études universitaires — on ne comptait que 3 pour cent d'inscrits parmi les jeunes réfugiés, une proportion qui n'évolue pas depuis des années.

Selon la méthode de calcul actualisée, plus de 1,8 million d'enfants dans les douze pays concernés — soit 48 pour cent de l'ensemble des réfugiés d'âge scolaire — ne vont pas à l'école.



Ce rapport vise à la fois à rappeler les obstacles auxquels se heurtent les jeunes réfugiés pour réaliser leurs rêves et leurs ambitions et aussi à faire la lumière sur les solides partenariats nécessaires pour abattre ces obstacles et ouvrir à ces jeunes les portes des salles de classe.

Méthode de traitement des données

Les statistiques sur la scolarisation des réfugiés et les données démographiques proviennent de la base de données démographiques du HCR ainsi que de différents outils de collecte de données sur l'éducation (tels que les données administratives des écoles, les données d'état-civil et les enquêtes sur les ménages) de 12 pays (Éthiopie, Irak, Jordanie, Kenya, Liban, Ouganda, Pakistan, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad et Turquie). Les données concernent l'année 2019.

La population réfugiée totale pour les pays sélectionnés s'établit à 10 539 446 personnes, soit plus de la moitié des 20,4 millions de réfugiés relevant de la compétence du HCR.

Ce rapport utilise les taux bruts de scolarisation (TBS) plutôt que les chiffres nets utilisés les années précédentes, ce qui signifie que nous considérons l'ensemble des enfants inscrits à l'école, qu'ils soient ou non dans la classe adaptée à leur âge. Le rapport ne tient pas compte des enfants qui reçoivent une éducation informelle.

Le calcul du nombre exact d'enfants scolarisés ou non suppose de disposer de données d'inscription scolaire par âge et pour tous les niveaux, ce qui pose problème dans de nombreuses régions. Par ailleurs, certains pays incluent les enfants déplacés dans leurs systèmes nationaux d'enseignement sans ventiler les données en fonction du statut de protection internationale, ce qui brouille un peu plus le tableau.

Étant donné que les populations réfugiées et les systèmes d'éducation de ces 12 pays ne peuvent être tenus pour représentatifs de la situation de



la population réfugiée mondiale, nous ne pouvons pas tirer de conclusions universelles de ces données d'éducation. Elles contribuent cependant à fournir des indications sur les défis et les tendances de l'éducation des réfugiés.

Enfin, le taux de 3 pour cent d'étudiants dans l'enseignement supérieur représente la part approximative de jeunes réfugiés que l'on sait inscrits en troisième cycle. Comme les données d'inscription dans l'enseignement supérieur ne font pas l'objet d'un enregistrement central dans la plupart des pays et sont rarement ventilées pour rendre compte du statut de réfugié, ce rapport doit tenir compte d'une variété de sources auto-déclarées, publiques ou d'accès facile. Le taux de 3 pour cent repose principalement sur les données connues d'attribution de bourses d'études (dans l'enseignement supérieur national, la formation et l'enseignement technique et professionnel au niveau national et les bourses du DAFI), sur les bourses d'enseignement à distance et dans des pays tiers ainsi que sur les rares données disponibles au niveau national concernant l'inscription des réfugiés dans des établissements d'enseignement tertiaire. Le taux d'inscription mondial est probablement plus important vu que les données sur l'inscription des réfugiés dans l'enseignement supérieur sont globalement inexistantes ou sous-déclarées.



CHAPITRE 2: LA FAMILLE

*Maab Yusre, une réfugiée soudanaise
avec sa petite sœur Leen, attendent de se faire
enregistrer au bureau du HCR au Caire.*

©HCR / PEDRO COSTA GOMES

GROS PLAN SUR L'ÉQUATEUR

Une brillante élève lutte pour retrouver ses marques : devenue « la nouvelle », elle donne de nouveau sa pleine mesure

Contrainte de quitter son Venezuela natal à 13 ans, Emily a d'abord eu du mal à s'adapter à son nouveau milieu scolaire. Juste quand elle se pensait redevenue la meilleure, elle a dû faire face aux difficultés de l'apprentissage à distance...

Chez elle au Venezuela, Emily fréquentait la même école depuis qu'elle avait trois ans. Heureuse et épanouie parmi ses amis et ses enseignants, elle était la meilleure de la classe.

Quand sa famille a fui le pays pour l'Équateur, son univers s'est écroulé.

« J'avais peur d'être "la nouvelle" la première fois » dit Emily en se rappelant sa première journée d'école dans une ville satellite toute proche de Quito, la capitale de l'Équateur où sa famille était venue en quête de sécurité. « C'était bizarre parce que j'avais toujours fréquenté la même école depuis que j'étais petite. »

Emily, une réfugiée vénézuélienne, dans sa nouvelle maison de la capitale équatorienne, Quito.

© HCR / RAMIRO AGUILAR VILLAMARÍN

Entourée de camarades et d'enseignants inconnus et confrontée à des attentes et des méthodes de travail différentes, ses notes jusque-là excellentes ont rapidement plongé. Pour cette adolescente de 13 ans, le départ de la famille n'aurait pas pu intervenir à un pire moment: «J'étais à cet âge où les amis commencent à vous inviter à sortir et où on aime traîner en groupe, dit-elle. J'avais peur de ne pas retrouver cela ici.»

«Nous avons l'habitude de voir nos amis être obligés de partir, ajoute Emily, mais nous n'aurions jamais imaginé que nous aussi nous y serions forcés.»

Outre ses craintes relationnelles, Emily avait du mal à rester à niveau et à s'habituer à ses nouveaux enseignants et à leurs attentes différentes. Elle avait des difficultés mêmes dans ses meilleures matières, la littérature et l'éducation physique. «Au Venezuela, j'avais toujours de bons résultats dans ces matières que j'aimais vraiment», dit-elle.

Plus de cinq millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays pour fuir l'insécurité généralisée, l'inflation galopante et l'instabilité politique, la plupart d'entre eux vers d'autres régions d'Amérique latine et des Caraïbes.

La plupart des pays qui les accueillent aujourd'hui ont autorisé l'accès des enfants et des jeunes vénézuéliens à leur système d'enseignement formel, même si certains ne reconnaissent toujours pas les certificats d'apprentissage vénézuéliens et que d'autres exigent des documents que les familles déracinées n'ont pas emportés pour inscrire les enfants à l'école.

La chose ne paraissait peut-être pas évidente à l'époque mais par certains côtés, Emily qui a aujourd'hui 16 ans a eu de la chance. L'Équateur qui a accueilli environ 400 000 réfugiés et migrants vénézuéliens a passé une loi garantissant à tous les enfants sur son territoire le droit d'étudier dans les écoles du pays, quelle que soit leur nationalité ou leur statut d'immigration. Du fait de cette politique, au moins 43 000 enfants vénézuéliens fréquentent aujourd'hui les écoles équatoriennes, selon les statistiques publiques.

Alors qu'Emily trouvait ses marques dans sa nouvelle école, les choses ont commencé à s'améliorer pour

elle. Elle s'est fait des amis parmi ses camarades de classe et ils ont commencé à l'inviter à faire leurs devoirs ensemble. Dès sa deuxième année en Équateur, elle avait retrouvé sa place habituelle en tête de classe et avait en outre été élue présidente du conseil des étudiants.

«Nous avons l'habitude de voir nos amis être obligés de partir, mais nous n'aurions jamais imaginé que nous aussi nous y serions forcés.»

Mais d'autres perturbations se profilaient déjà à l'horizon. Après deux ans en Équateur, le père d'Emily s'est vu offrir un emploi dans le nord de Quito et la famille a de nouveau déménagé. Cette fois, trouver de la place à l'école s'avéra bien plus difficile, tout était plein partout.

Inquiets de voir leurs enfants de nouveau retardés dans leur scolarité en attendant que des places se libèrent, leurs parents les ont inscrits dans un cours à distance qui couvrait certaines des matières que les enfants avaient étudiées en Équateur. Même s'il s'agissait au départ d'une solution temporaire, lorsque le coronavirus a commencé à se propager à travers toute l'Amérique du Sud et que les écoles ont été forcées de fermer leurs portes, Emily et ses sœurs s'étaient déjà familiarisées depuis plusieurs mois à l'apprentissage virtuel.

Là encore, elles ont eu de la chance: une bonne connexion Internet à la maison leur a permis de poursuivre leurs études. Toutefois, selon le service équatorien de la statistique, seulement 37 pour cent des enfants scolarisés ont l'Internet à domicile et ce taux s'effondre chez les familles déplacées qui vivent déjà souvent dans des conditions précaires.

Même si Emily est heureuse de pouvoir poursuivre ses études pendant la pandémie, l'apprentissage en ligne a prélevé son tribut émotionnel.

«Moi, je suis quelqu'un de sociable et donc j'aimerais vraiment retourner à l'école», dit Emily, ajoutant que pendant le confinement, elle n'a pas pu se faire des amis dans sa nouvelle ville d'adoption. «Je ne sais pas quand tout ça va finir et je me demande si je pourrai passer mes examens l'année prochaine.»

GROS PLAN SUR LA JORDANIE

Les enfants réfugiés soucieux de pouvoir utiliser la plateforme d'apprentissage en ligne mise en place par le Gouvernement jordanien

Rien d'inhabituel à voir des frères et sœurs se disputer pour savoir quelle chaîne regarder ou supplier leurs parents d'ajouter du crédit à leur abonnement téléphonique alors qu'ils regardent déjà trop de vidéos. Il est plus rare de les voir se disputer pour savoir qui aura accès à la télévision et à l'unique téléphone portable de la famille pour rester à jour pour ses devoirs.

Pourtant, en cette époque de pandémie de coronavirus, c'est ce qu'ont dû faire les cinq enfants de Mustafa et Sherin, réfugiés syriens en Jordanie, pour pouvoir suivre leurs leçons, rendre leurs devoirs et passer des tests et des évaluations.

Depuis la fermeture des écoles à la mi-mars par suite des mesures de confinement ordonnées en Jordanie, Nour, 15 ans, Fadia, 14 ans, Nadia, 12 ans, Muhammad, 10 ans, et Abed, 5 ans, ont appliqué le calendrier établi par leurs parents, soucieux que leur éducation ne pâtisse pas de la situation, pour accéder à la plateforme d'apprentissage en ligne créée par le Gouvernement jordanien.

Fadia, une réfugiée syrienne de 14 ans, passe un test en ligne depuis son domicile à Amman, Jordanie, contrainte d'étudier en ligne pendant le confinement dû au Covid-19.

©HCR / LILLY CARLISLE

Dans le passé, les quatre aînés fréquentaient des écoles publiques, Abed étant encore en maternelle, et nombre de ces établissements appliquaient un système de classes alternées pour répondre à la demande — généralement, les filles le matin et les garçons l'après-midi.

« Tous les soirs, nous regardons le programme envoyé par le Ministère de l'éducation pour les cours du lendemain et tentons de mettre en place un système de rotation entre ce que nous passons à la télévision et qui utilise le téléphone afin que chacun des enfants puisse suivre ses propres cours, explique Sherin. Ce n'est pas simple. Les plus grandes ont toutefois la priorité parce qu'elles ont des examens importants à passer. »

En plus de son travail d'école, Nour, qui veut être avocate en droit de la famille, consacre son temps de loisirs à écrire des histoires qu'elle illustre avec des photos prises avec son téléphone dans les journaux, qu'elle envoie à son professeur pour être notée.

« Il m'arrive de discuter avec mon professeur par téléphone quand l'Internet ne marche pas ; autrement, je relis certains de mes livres et j'aide mes frères et sœurs à étudier », dit-elle.

Les cinq enfants partagent la même chambre. « Parfois, je voudrais avoir ma chambre à moi. J'essaie de fermer la porte, mais les plus jeunes viennent toujours m'ennuyer. »

« Ils nous avaient envoyé un lien via WhatsApp. On devait s'identifier et répondre aux questions, mais je n'avais pas assez de crédit. »

Nour et ses frères et sœurs ont établi un système de rotation pour accéder à Darsak, la plateforme d'apprentissage à distance établie par le Gouvernement jordanien en partenariat avec le secteur privé au début de la crise du coronavirus.

Darsak s'est révélé essentiel en permettant aux enfants du pays tout entier, réfugiés comme ressortissants, de poursuivre leurs études pendant les mois de confinement. Plus d'un million d'élèves ont pu continuer d'apprendre grâce à cette plateforme

qui offre des vidéos sur des matières allant de l'anglais à l'arabe en passant par les mathématiques et les sciences.

Même si les sociétés de téléphonie mobile offrent des crédits gratuits aux abonnés pour pouvoir accéder à la plateforme, les choses ne se passent pas toujours simplement. Mustafa a dû acheter davantage de crédit parce que les professeurs de ses enfants envoient des fichiers vidéo très lourds via le service de messagerie WhatsApp. Ce surcoût a contraint la famille à rogner sur d'autres dépenses, ce qui n'empêche qu'ils se retrouvent parfois à court de crédit malgré tout.

« Hier, j'avais un test d'évaluation en ligne, explique Nour. Ils nous avaient envoyé un lien via WhatsApp. On devait s'identifier et répondre aux questions, mais je n'avais pas assez de crédit. »

Environ 23 pour cent des réfugiés syriens en Jordanie n'auraient pas accès à l'Internet chez eux et les deux tiers ont des abonnements limités en téléchargements.

Selon une récente évaluation des besoins réalisée par le HCR et ses partenaires en Jordanie, 46 pour cent des personnes interrogées ont déclaré que leurs enfants ne pouvaient accéder à la plateforme Darsak.

Comme pour beaucoup d'autres réfugiés, le confinement a prélevé un lourd tribut sur le revenu familial. Avant le confinement, Mustafa récoltait des rebuts de plastique et de métal pour recyclage tandis que Sherin faisait des ménages dans des quartiers de l'est d'Amman. Depuis leur fuite de Syrie en 2013, la famille compte sur l'allocation mensuelle en espèces de 150 dinars jordaniens (211 dollars) versée par le HCR pour payer le loyer et acheter de la nourriture. « Nous savons que nous avons de la chance, certains de nos voisins qui ne bénéficient pas de cette assistance luttent vraiment pour s'en sortir », dit Mustafa.

Les enfants sont tous catégoriques : ils préféreraient nettement aller à l'école.

« Je pouvais poser des questions à mes professeurs et parler avec mes amis à la récréation », dit Nadia, 12 ans. « Maintenant, je passe mon temps à me disputer avec mes sœurs pour savoir qui aura le téléphone. »

GROS PLAN SUR L'IRAN

Après avoir attendu des années pour aller à l'école, une jeune Afghane refuse de renoncer à son enthousiasme

Elle avait 11 ans quand elle est entrée dans une salle de classe pour la première fois et rien n'aurait empêché Parisa d'étudier, même en confinement...

Il y a quelques mois de cela, les matinées résonnaient d'enthousiasme et d'énergie quand les élèves arrivaient à l'école primaire Vahdat.

Le sac à dos secoué par leur course alors qu'elles passent le portail de l'école primaire, plusieurs filles s'arrêtent net pour attendre l'assemblée du matin. Parisa est en bout de rang des élèves de sixième année; avec ses 16 ans, c'est la plus âgée, car ses camarades ont 12 ans en moyenne.

La différence d'âge ne décourageait en rien Parisa qui était déterminée à tirer le meilleur du temps passé à l'école primaire Vahdat, dans l'antique cité perse d'Ispahan.

«J'adore l'école», dit-elle en serrant ses livres contre sa poitrine. «Ma matière préférée, ce sont les mathématiques... J'adore les multiplications et les divisions, c'est vraiment facile.»

Voir son éducation interrompue par la pandémie de Covid-19 est doublement cruel pour Parisa, vu ce qu'elle a dû endurer avant sa première rencontre avec l'étude.

Sa famille a fui l'Afghanistan il y a 10 ans, après que les talibans commencent à terroriser les habitants de son quartier d'Hérat. «Quand on allait au bazar, on n'avait aucune garantie d'en revenir», se rappelle Besmellah, 67 ans, le père de Parisa.

Parisa, une adolescente afghane, écoute attentivement dans sa classe à Ispahan, en Iran. Elle a maintenant 16 ans et a dû attendre d'avoir 11 ans pour aller à l'école pour la première fois.

©HCR / MOHAMMAD HOSSEIN DEGHANIAN

Les extrémistes menaçaient également d'enlever toute fille qui oserait aller à l'école. « Puis, ils ont commencé à dissimuler des mines antipersonnel dans les cours d'école, a ajouté Besmellah. Nous n'avions pas d'autre choix que de venir en Iran. »

Pendant quelque 40 années d'invasions, de guerre civile, de luttes de pouvoir et de conflits religieux, environ trois millions d'Afghans ont cherché refuge en Iran. Près d'un million d'entre eux sont enregistrés en tant que réfugiés, les deux millions restants n'ayant pas de papiers d'identité. En outre, 450 000 ressortissants afghans vivent en Iran pour y travailler ou achever des études.

En Iran, Parisa et ses six frères et sœurs ont trouvé la sécurité mais, pendant ses premières années en exil, elle n'a pas pu aller à l'école. La famille avait à peine de quoi survivre et n'aurait pas pu faire face aux frais de scolarité.

Le frère de Parisa a quitté l'école à 15 ans pour commencer à travailler. Grâce à ce complément d'argent, Parisa a pu aller à l'école pour la première fois à 11 ans. Elle a d'abord été inscrite dans une école informelle non reconnue par les pouvoirs publics. Les classes étaient organisées pour deux lots d'élèves en alternance afin d'en accueillir le plus possible. Toutefois, faute d'enseignants qualifiés et de vrais programmes d'enseignement, les enfants n'apprenaient que les bases.

« Ma femme et moi nous sentons handicapés par notre manque d'éducation.

Nous ne voulons pas que la même chose arrive à nos enfants. »

En tant que réfugiée sans papiers d'identité, c'était alors la seule solution pour Parisa. En 2015 toutefois, l'Iran a commencé à autoriser les enfants afghans, quel que soit leur statut légal, à fréquenter les écoles publiques. Lorsque l'école primaire Vahdat a ouvert avec le soutien des pouvoirs publics et du HCR, Parisa a pu goûter pour la première fois à l'éducation formelle.

Environ 480 000 enfants afghans établis en Iran profitent aujourd'hui de cette politique d'éducation inclusive, dont 130 000 comme Parisa n'ont pas de papiers d'identité. À l'école primaire Vahdat, 140 jeunes Afghans étudient aux côtés de 160 étudiants iraniens.

C'est aujourd'hui la pandémie qui menace de faire échouer de nouveau l'éducation de Parisa. Comme l'Iran continue de subir les contrecoups sanitaires et économiques du virus, les réfugiés et les communautés hôtes ont du mal à joindre les deux bouts. Nombre de ceux qui dépendaient principalement d'emplois informels n'ont plus de travail.

« Je n'ai pas pu travailler durant les trois derniers mois », dit Besmellah qui est un travailleur journalier. « Parisa est censée passer en septième classe cette année, mais je n'ai pas l'argent nécessaire. »

Même si les réfugiés sont exonérés de frais scolaires en Iran, les autres coûts d'éducation, dont les manuels et autre matériel scolaire, restent à leur charge. « Mon propriétaire a aussi augmenté le loyer et j'ai dû emprunter de l'argent pour payer la caution d'un nouveau logement. »

Parisa n'a rien perdu de son enthousiasme pour l'étude. « Ma sœur et moi suivons nos leçons à la télévision, mais nous avons dû emprunter le Smartphone de ma sœur aînée pour passer nos examens, explique-t-elle. Parfois nos cours se tiennent à la même heure, alors l'une de nous doit manquer une leçon. C'est difficile, mais j'encourage ma sœur à persévérer. Heureusement, nous avons toutes les deux de bonnes notes. »

« Tant que je peux travailler, je ferai tout pour que mes filles puissent aller à l'école, mais ça devient plus difficile, dit Besmellah. Ma femme et moi nous sentons handicapés par notre manque d'éducation. Nous ne voulons pas que la même chose arrive à nos enfants. »

GROS PLAN SUR LE RWANDA

Boursier, médecin et pionnier, il stimule la réponse sanitaire du Rwanda au Covid-19

À l'achèvement de sa scolarité secondaire, le Dr Jonas Havugimana, réfugié congolais, pensait être arrivé au terme de ses études jusqu'à ce qu'il entende parler des bourses du DAFI...

Chaque fois qu'il se trouvait confronté à la sombre perspective de devoir interrompre prématurément sa scolarité, Jonas Havugimana redoublait d'efforts et s'efforçait d'être le premier de la classe.

Cette détermination lui a valu d'obtenir les meilleures notes aux examens d'entrée au secondaire dans la province occidentale du Rwanda. Elle lui a également permis d'obtenir une note de 95,4 pour cent à l'examen de fin d'études secondaires et lui a encore fait remporter une bourse d'études supérieures du DAFI — sur 800 candidats — pour étudier la médecine.

C'est aujourd'hui un médecin qualifié qui travaille à l'hôpital de district de Byumba, et l'un des premiers réfugiés diplômés en médecine de tout le pays. Deux ans seulement après avoir décroché son diplôme, le Dr Jonas s'est trouvé amené à aider le Rwanda à combattre la plus importante crise sanitaire que le monde a connue depuis des décennies.

Le Dr Jonas Havugimana, un réfugié congolais, a pu surmonter l'adversité et décrocher son doctorat en médecine grâce au DAFI.

©HCR / ANTOINE TARDY

C'est un extraordinaire accomplissement pour cet homme qui est le premier membre de sa famille à poursuivre sa scolarité au-delà du primaire. D'autant plus que pour Jonas, aujourd'hui âgé de 30 ans, le chemin menant à sa carrière médicale n'a pas été de tout repos.

Sa famille a fui la République démocratique du Congo en 1996, alors qu'il n'avait que six ans. La violence qui fait rage depuis longtemps en RDC a déraciné plus de 900 000 Congolais, dont 76 000 environ vivent au Rwanda.

La famille a fini par atteindre le camp de réfugiés de Kiziba, situé sur une colline isolée qui surplombe le Lac Kivu dans l'ouest du pays. Son éducation formelle n'a commencé qu'en 1999, avec six ans d'école primaire ; il se souvient qu'au secondaire, il y avait jusqu'à 80 élèves par classe, les réfugiés et les Rwandais étudiant côte à côte.

« La vie dans le camp était très difficile, se rappelle-t-il. Quand j'étais au lycée, je voyais que les autres élèves avaient des choses que je n'avais pas, de beaux cahiers, certains avaient même des ordinateurs portables. Le père de certains d'entre eux occupait un poste élevé. Moi, je venais d'une grande famille de réfugiés sans éducation. »

« Mais je me suis dit, "s'ils étudient deux heures, alors moi j'étudierai quatre heures". »

Après avoir brillamment réussi le concours d'entrée au secondaire, Jonas a continué d'étudier dans le camp de réfugiés de Kiziba pendant encore trois ans avant de remporter une bourse qui lui a permis de s'inscrire dans une école publique pour étudier les mathématiques, la chimie et la biologie.

En dépit des notes exceptionnelles qu'il avait remportées aux examens de fin d'études secondaires en 2010, Jonas s'était dit pendant un temps qu'il avait atteint le bout du chemin et que les études supérieures demeuraient une ambition hors de portée. Il est alors retourné à l'école, mais cette fois comme enseignant bénévole.

« Je ne voulais pas passer toute ma vie dans le camp. Il fallait que je fasse évoluer les choses, même si c'était difficile. »

À la fin 2011, il remarqua une affiche sur le mur de la salle d'informatique du camp de Kiziba : c'était un appel pour l'attribution de bourses du DAFI, le programme de bourses d'études supérieures du HCR, qui est financé par le Gouvernement allemand et des partenaires privés.

« Je savais que j'avais les notes nécessaires, dit-il. J'ai immédiatement déposé ma demande. »

La nouvelle que Jonas attendait fiévreusement lui arriva par son vieux directeur d'école qui l'appela un matin pour lui dire qu'il devait passer un autre examen, cette fois pour obtenir un emploi mieux payé dans une école publique. Il avait remporté une bourse du DAFI pour étudier à l'Université du Rwanda.

« J'ai sauté sur une moto et je suis revenu directement à Kiziba. Je ne saurais dire l'émotion que j'ai ressentie ce jour-là. » Après avoir passé son diplôme en 2018, il a fait un an d'internat à l'hôpital de Byumba avant d'obtenir son permis d'exercer.

L'hôpital de Byumba, dans le nord du Rwanda, n'a pas encore eu à soigner des patients gravement touchés par le Covid-19 même si, selon Jonas, plusieurs personnes infectées y ont été prises en charge.

Malgré tous ses accomplissements, Jonas continue de rêver : il souhaite poursuivre sa carrière médicale en se spécialisant en neurochirurgie. Dans l'intervalle, il aide financièrement ses jeunes frères et sœurs afin qu'ils puissent poursuivre leur scolarité. Et, surtout, il reste un modèle pour les autres jeunes réfugiés.

« Étant réfugié, c'est l'éducation qui m'a donné ma force, dit-il. Je ne voulais pas passer toute ma vie dans le camp. Il fallait que je fasse évoluer les choses, même si c'était difficile. »

Quelques faits

1992

année de lancement du programme du DAFI
(Initiative universitaire Albert Einstein pour
les réfugiés)

8 347 jeunes, femmes et hommes, ont poursuivi
leurs études en 2019 grâce à des bourses du DAFI dans

925 établissements d'enseignement supérieur de

54 pays

40%

de ces boursiers
sont des femmes

Top 5 des disciplines
en tête de liste en 2019

1. sciences médicales et sanitaires;
2. commerce et administration des affaires;
3. sciences sociales et comportementales;
4. ingénierie;
5. mathématiques et informatique.



CHAPITRE 3: LA COMMUNAUTÉ

«Après avoir achevé mes études secondaires, je n'ai pas eu la chance de pouvoir aller à l'université, alors j'ai commencé à économiser petit à petit en faisant divers travaux dans le camp pour des ONG. Finalement, je me suis acheté un ordinateur portable d'occasion. Tous les jours, je regardais des tutoriels de composition graphique sur YouTube. Quelques semaines après, on a commencé à me confier des travaux de conception d'affiches et de logos. Maintenant, j'ai une petite entreprise de conception graphique appelée Jemo Graphics and Screenplays.»

Kuena, réfugié sud-soudanais de 23 ans et graphiste autodidacte, a illustré (ci-dessus) toutes les activités de prévention du Covid-19 mises en place au camp de réfugiés de Bidibidi, en Ouganda, où il vit désormais. C'est le gagnant régional du Concours artistique 2020 du HCR: Les jeunes avec les réfugiés.

GROS PLAN SUR L'ÉTHIOPIE

Un enseignant sud-soudanais vise l'université pour ses enfants

Le principal adjoint d'une école primaire a de hautes ambitions pour l'éducation de ses compatriotes, bien qu'il ne soit que trop conscient des obstacles considérables qu'ils doivent surmonter...

Un portrait encadré de James Tut, en toge et toque à l'obtention de sa licence, fièrement exposé au mur de son domicile, dans la région de Gambella en Éthiopie occidentale. Ce cadre illustre l'une des plus grandes fiertés de ses 42 ans de vie.

« J'étais très heureux », dit le réfugié sud-soudanais, ajoutant que s'il n'avait eu qu'une infime chance, il aurait poursuivi ses études jusqu'à la maîtrise.

Recevoir un diplôme universitaire est une occasion de se réjouir pour tous les étudiants mais, pour les réfugiés, ce n'est rien moins qu'un triomphe sur l'adversité.



Seulement 3 pour cent des réfugiés sont inscrits dans un établissement d'enseignement tertiaire d'un genre ou d'un autre, contre 37 pour cent dans la population générale à travers le monde. Pour ceux qui ont fui le conflit au Soudan du Sud, la proportion est encore plus faible.

Avec sa licence en développement et direction communautaire de l'Université d'Addis-Abeba, James avait espéré trouver un emploi avec le gouvernement du Soudan du Sud. Mais le temps qu'il achève son premier cycle universitaire en 2014, la guerre a éclaté et il s'est retrouvé réfugié en Éthiopie.

James Tut, 42 ans et père de cinq enfants, est le principal adjoint de l'une des quatre écoles primaires du camp de Jewi, en Éthiopie. Même s'il émane de lui une autorité tranquille, il aimerait que les classes ne soient pas aussi bondées.

©HCR / EDUARDO SOTERAS JALIL

Quelque temps plus tard, sa famille a réussi à fuir le Soudan du Sud pour le retrouver dans la région de Gambella où ils sont tous réunis.

Bien qu'il lui soit impossible de rentrer dans son pays, son diplôme universitaire lui a donné une longueur d'avance. Depuis plusieurs années, il est principal adjoint de l'une des quatre écoles primaires du camp de réfugiés de Jewi, dans la province de Gambella.

Cet homme élégant et posé respire une autorité tranquille dans la cacophonie d'élèves turbulents qu'il traverse, allant de classe en classe avec une boîte de craie et son plan de cours.

« Notre pays est la plus jeune nation du monde et 80 pour cent de sa population est illettrée, imaginez donc ! S'il y a de plus en plus d'illettrés à chaque génération, il y a un vrai problème », dit-il.

Les années de violence au Soudan du Sud ont été catastrophiques pour les enfants et les jeunes du pays. Deux tiers de l'ensemble des réfugiés sud-soudanais ont moins de 18 ans. Seulement 67 pour cent d'entre eux sont inscrits au primaire en Éthiopie, contre une moyenne mondiale de 91 pour cent.

Les chiffres empirent à mesure qu'ils accèdent au niveau d'éducation suivant, avec seulement 13 pour cent d'inscrits dans des établissements secondaires, contre 80 pour cent dans le monde.

Avec sa licence en poche, James est la preuve vivante de ce que les réfugiés peuvent accomplir si on leur en donne la chance. Mais lorsqu'il part au travail tous les matins, il n'est que trop conscient des problèmes que ses élèves rencontrent au quotidien.

Il aimerait qu'il y ait davantage de cours de formation pour ses enseignants et plus d'argent pour mieux les payer. Ils sont nombreux à abandonner en disant que les 805 birrs (27 dollars) qu'ils reçoivent tous les mois pour les inciter à enseigner ne leur suffisent pas pour vivre.

« Notre pays est la plus jeune nation du monde et 80 pour cent de sa population est illettrée, imaginez donc ! »

Il aimerait aussi que les classes ne soient pas aussi surchargées, les élèves étant régulièrement obligés de

rester debout ou de s'asseoir par terre parce qu'il n'y a pas assez de chaises et de bureaux. En outre, les mesures sanitaires imposées pour la réouverture des écoles pendant la pandémie risquent fort de résoudre le problème des classes surchargées en obligeant les élèves à abandonner leur scolarité.

James s'inquiète aussi de ce que les filles sont privées d'éducation plus souvent que les garçons. « Les filles sont moins nombreuses à aller à l'école parce que les mariages précoces sont fréquents dans le camp », dit-il. « Parfois, la situation familiale oblige les filles à rester à la maison pour travailler, par exemple pour faire des plats préparés vendus au marché ou tenir de petites buvettes. »

Les écoles du camp de Jewi font de leur mieux pour garder les filles scolarisées en dépit de ces pressions. « Quand nous voyons que des filles ne viennent plus à l'école, nous organisons des équipes de parents et d'enseignants pour faire du porte-à-porte et persuader les parents, surtout les mères, d'envoyer leurs enfants à l'école. »

Privées d'éducation, des générations d'enfants risquent de grandir sans les compétences nécessaires pour reconstruire leur existence, leurs pays et leurs communautés.

James est déterminé à éviter ce sort à ses propres enfants, trois garçons et deux filles âgés de 14 à 18 ans. Il s'est juré de faire tout ce qui est en son pouvoir pour leur donner le même niveau d'éducation qu'il a lui-même, quels que soient les obstacles à surmonter.

Son épouse étudie actuellement dans un centre de formation pédagogique pour obtenir son diplôme.

« J'ai pu faire profiter ma famille et mes enfants des avantages de mon éducation universitaire. Je veux la même chose pour mes enfants. Je prévois qu'ils atteignent le niveau que j'ai moi-même obtenu, que nous soyons toujours réfugiés ou de retour chez nous au Soudan du Sud », dit-il.

« On éduque ses enfants pour qu'ils aient une vie meilleure ; les enfants sont l'avenir de notre pays. Quand nous rentrerons au Soudan du Sud, ce sont eux qui bâtiront notre pays. »



Koat Reath utilise des méthodes vivantes et ludiques pour faciliter l'apprentissage des enfants à l'école primaire du camp de réfugiés de Jewi, en Éthiopie.

©HCR / EDUARDO SOTERAS JALIL

Autrefois bruyante et animée, cette classe a été réduite au silence par le coronavirus

En temps normal, le brouhaha qui monte de la classe de Koat Reath menace de noyer les autres cours dispensés dans son école primaire.

Koat, qui enseigne les rudiments de la lecture, de l'écriture et du calcul, aime voir ses élèves debout, sauter sur place en frappant des mains et en récitant l'alphabet en nuer, leur langue natale, suivi de quelques phrases chantées à tue-tête en anglais.

Malgré ses 42 ans, son énergie n'a rien à envier à celle des élèves de 5 à 15 ans entassés dans sa classe où ils sont parfois jusqu'à 100.

Aujourd'hui, le Covid-19 a ôté tout dynamisme à sa salle de classe. À la mi-mars, l'Éthiopie a ordonné la fermeture de toutes les écoles. Passionné d'enseignement, Koat tourne maintenant en rond.

« J'ai été obligé d'interrompre mes cours et malgré ça, mes élèves continuaient de venir et j'ai dû les renvoyer chez eux, dit-il. Ça ne m'a pas plu. »

Il est cependant encore plus préoccupé pour ses étudiants adultes. L'après-midi, Koat se rendait dans une école de fortune pour donner des cours privés à des adultes contre paiement de 10 birrs (0,34 dollar) par mois et par personne. Les étudiants s'étaient



Voir la vidéo



regroupés pour construire l'école, une hutte de paille recouverte d'une bâche qui fuit à la saison des pluies.

«Maintenant, je travaille principalement avec mes élèves adultes, dit-il. Ils ont toujours besoin d'apprendre à lire et à écrire... Mais ils ont davantage besoin d'être stimulés.» Certains sont déjà d'un âge avancé et ont plus de mal à assimiler les bases, ajoute-t-il, et ils doivent en outre jongler avec d'autres responsabilités comme le travail et les corvées ménagères.

Koat a cinq enfants et il est lui-même réfugié : il a fui l'Éthiopie avec sa famille en 2015 après l'incendie qui a rasé sa maison dans l'État de Jonglei.

Il comprend l'utilité des mesures destinées à enrayer la propagation du virus, mais déplore leur impact sur ses jeunes protégés qui n'ont pas d'autre solution : pas d'Internet, pas de bibliothèques richement garnies en manuels scolaires et en ressources pédagogiques et pas de tablettes ou téléphones portables préprogrammés.

«Je n'ai pas d'autre choix que de faire ce que conseillent le HCR et les médecins, dit-il, mais cette pandémie a gravement nui à notre travail. Nous n'avons pas d'autre possibilité que de nous rassembler en communauté, c'est ainsi que l'éducation fonctionne ici.»

2,25 millions

de réfugiés sud-soudanais

334 000

vivent en Éthiopie, dont plus de 92% dans l'ensemble de camps situés dans la province de Gambella

227 000

réfugiés sud-soudanais en Éthiopie ont moins de 18 ans

70 000

d'entre eux sont des filles âgées de 5 à 17 ans

25

 écoles primaires et

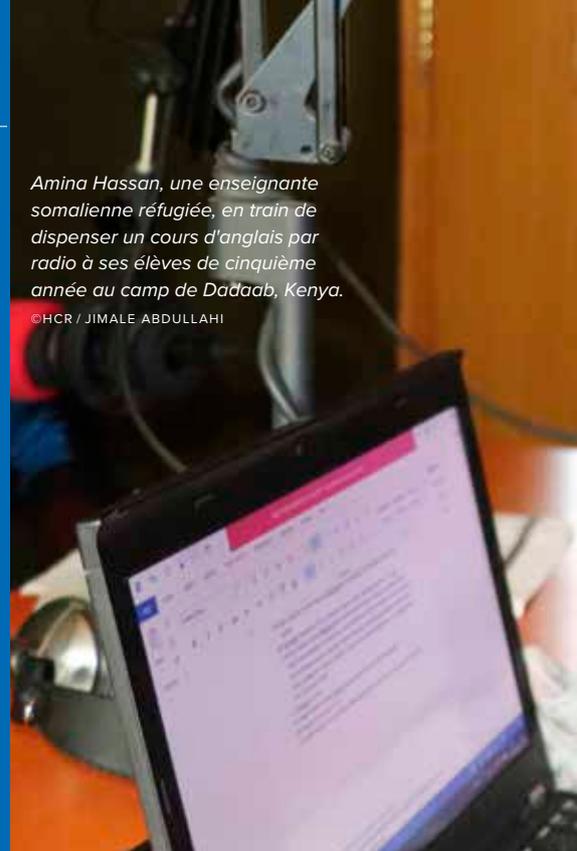
5

 écoles secondaires dans les camps de réfugiés de Gambella

Source: HCR – Statistiques sur les réfugiés.

Amina Hassan, une enseignante somalienne réfugiée, en train de dispenser un cours d'anglais par radio à ses élèves de cinquième année au camp de Dadaab, Kenya.

©HCR / JIMALE ABDULLAHI



CINQ FAÇONS DE PRÉSERVER L'ÉDUCATION

La pandémie de coronavirus a eu des conséquences dramatiques sur la vie des enfants d'âge scolaire. Les écoles ont fermé, les examens ont été annulés, retardés ou administrés en ligne et les parents ont dû intervenir davantage dans l'éducation de leurs enfants, y compris dans les communautés déracinées.

L'adaptation aux contraintes imposées par le Covid-19 a toutefois été particulièrement difficile pour les 85 pour cent des réfugiés à travers le monde qui vivent dans des pays en développement ou parmi les moins avancés. Les téléphones portables, les tablettes, les ordinateurs portables, les connexions Internet de qualité, les abonnements Internet bon marché, et même les postes de radio sont souvent difficiles à trouver dans les communautés déracinées.

Maintenir l'enseignement dans un contexte de pandémie suppose de l'ingéniosité, de l'innovation, de l'invention et de la collaboration. En voici quelques exemples dont le HCR a eu vent durant les semaines et les mois qui ont suivi le début de l'épidémie de Covid-19.



Voir la vidéo



1 KENYA

Tout ce dont nous avons besoin, c'est... Radio Gargaar

En temps ordinaire, Amina Hassan aurait en face d'elle une centaine d'élèves de l'école du camp de réfugiés de Dadaab, à proximité de la frontière somalienne dans l'est du Kenya.

Depuis quelque temps, elle s'est transformée en animatrice radio de l'un des programmes interactifs le plus atypique du monde.

Le camp de Dadaab compte plus de 67 000 élèves répartis dans seulement 22 écoles primaires et six établissements secondaires où les enfants et les jeunes réfugiés partagent leurs salles de classe avec les élèves de la communauté hôte pour recevoir l'enseignement certifié du Kenya. L'école primaire Umoja dans le camp de Hagadera, où travaille Amina, compte plus de 1200 élèves. Après la clôture de tous les établissements d'enseignement du pays du fait du Covid-19, une multitude d'esprits curieux se sont retrouvés privés de leurs leçons quotidiennes.

Amina, une réfugiée somalienne qui a obtenu un diplôme d'enseignante au Kenya, s'est alors tournée vers les ondes pour diffuser des leçons à ses élèves de cinquième année via une station communautaire appelée Radio Gargaar, ce qui signifie « aide » ou « assistance » en somali. « Ils m'appellent parfois au studio pour poser des questions, dit-elle. Je pense qu'ils apprennent, même si je ne peux pas les voir. »

L'interruption des cours a également poussé le HCR et d'autres organisations partenaires à mieux exploiter les programmes éducatifs en ligne déjà en place à Dadaab, dont le réseau Instant Network Schools (INS) soutenu par la Fondation.

Le réseau INS a pour objet d'équiper les écoles et les centres communautaires de pôles multimédias et d'un ensemble de ressources numériques — notamment tablettes, ordinateurs portables, projecteurs et systèmes audio, électricité solaire, connectivité par satellite ou réseau mobile et collection hors-ligne de ressources pédagogiques numériques. Même si les mesures de distanciation sociale ont réduit les interactions et le partage d'appareils, les enseignants continuent de s'en servir pour préparer les leçons et continuer de se perfectionner.



Les classes mobiles permettent d'apporter des leçons et des jeux aux enfants vénézuéliens réfugiés.

©HCR / WILLIAM WROBLEWSKI

Voir la vidéo



2 BOLIVIE

Les classes mobiles

La danse, le chant, la peinture ainsi que les conseils pour se protéger du coronavirus sont désormais au programme d'un groupe de jeunes Vénézuéliens à La Paz, Bolivie. Mais au lieu de devoir se rendre à l'école pour suivre ces activités, c'est maintenant l'école qui vient à eux.

Aula Movil (Classes mobiles) est un projet piloté par le HCR et des organisations partenaires pour les enfants vénézuéliens réfugiés et migrants qui n'ont pas accès à l'enseignement formel, à l'enseignement à distance ou à des activités de loisirs depuis le confinement.

Le programme fonctionne comme une classe informelle destinée aux enfants et à leurs familles afin d'offrir un exutoire à leur énergie et à leur créativité. Même si le personnel est vêtu d'équipements de protection individuelle de pied en cap, les jeunes s'y habituent rapidement et intègrent de nombreuses informations sur le virus qui a radicalement transformé leur existence.

Les classes mobiles sont aussi l'occasion d'apporter une présence et un soutien psychosocial à la communauté vénézuélienne grâce aux visites dans les centres d'hébergement où le HCR accueille des familles vénézuéliennes. À la fin 2019, la Bolivie comptait sur son territoire plus de 5400 réfugiés et migrants vénézuéliens enregistrés.

Ces classes ont aussi permis d'identifier les risques de violences sexistes susceptibles de se produire au sein des familles pendant le confinement et de créer un « foyer mobile d'accueil de jour » à l'intention des femmes, dont la phase pilote a été conduite en parallèle des classes mobiles.

« La quarantaine a provoqué de l'anxiété et du stress dans la population. C'est pourquoi nous mettons ces activités en place », indique Ana Llanco Aguirre, coordinatrice de la Fondation Munasim Kullakita, une organisation non gouvernementale bolivienne.

3

OUGANDA

En ligne ou hors ligne, l'éducation avant tout

Grâce à un partenariat noué en 2018, le HCR et une large gamme de partenaires en Ouganda ont pu accélérer la mise en œuvre d'un projet d'éducation connectée permettant aux étudiants et aux élèves d'avoir accès à une grande diversité de ressources en libre accès.

De nombreuses communautés déracinées vivent dans des régions où la connectivité Internet est de mauvaise qualité, voire inexistante, et où l'accès à des appareils intelligents est une question qui ne se pose même pas, une situation d'autant plus difficile pour passer à l'apprentissage en ligne.

Développée par l'organisation à but non lucratif Learning Equality, [la plateforme d'apprentissage en libre accès Kolibri](#) a été développée pour contourner ces difficultés, car elle est conçue pour fonctionner sur divers appareils bon marché disponibles dans le commerce ainsi que sur des ordinateurs anciens

dans les zones où la connectivité est faible ou inexistante.

Dès lors que des contenus sont entrés dans un appareil, que ce soit en sortie d'usine ou dans une zone connectée à l'Internet, cet appareil peut les partager avec d'autres via un réseau local hors-ligne.

Grâce aux efforts conjugués de Learning Equality, du fonds mondial «L'éducation ne peut attendre» (ECW), de Google.org (l'organe caritatif du géant technologique), de Hewlett Packard, de l'Unicef et du HCR, voilà deux ans que les enseignants et les élèves réfugiés peuvent utiliser Kolibri pour accéder à des contenus — sciences, technologies, mathématiques et apprentissages pratiques — alignés sur le programme d'enseignement national ougandais.

Depuis la pandémie de Covid-19, ECW a encore renforcé son assistance en finançant l'achat de tablettes préprogrammées avec divers contenus pour les étudiants du secondaire qui préparent les examens nationaux. Le HCR se chargera de distribuer ces appareils aux étudiants des communautés réfugiées et de leurs hôtes.

Un programme d'encadrement des enseignants s'est également révélé des plus utiles. Tout au long de l'année 2019, le HCR et Learning Equality ont contribué à former des enseignants à l'utilisation de ressources pédagogiques numériques en mathématiques et en sciences. Ces enseignants émérites ont depuis lors rejoint leurs postes pour transmettre leurs nouvelles compétences à leurs collègues via WhatsApp ou encore en intervenant à la télévision nationale pour expliquer le mode d'emploi de la plateforme.

La téléphonie et l'Internet ouvrent des opportunités numériques aux réfugiés des camps isolés du nord du pays.

©HCR / MICHELE SIBILONI





Des enfants réfugiés originaires de Moissala dans le sud du Tchad, aujourd'hui au camp de Dilingala, en plein coloriage sur le thème « mon école ».

©HCR / ELOGE MBAIHONDOUM

4 TCHAD

Les parents à la rescousse de l'éducation des enfants

L'association traditionnelle parents-enseignants organise des activités de collecte de fonds pour les écoles, vient en aide aux clubs de devoirs et prête main-forte aux activités scolaires et extrascolaires quand le personnel vient à manquer.

Les camps de réfugiés de l'est du Tchad, où plus de 300 000 Soudanais vivent depuis plus de 10 ans, ne font pas exception. Dans ces communautés

déracinées, ces associations, aidées de parents des communautés hôtes, contribuent depuis longtemps à la gestion des écoles nationales, que ce soit en faisant connaître les possibilités d'éducation, en assurant le suivi des inscriptions et des abandons scolaires ou encore en trouvant le moyen de lever des fonds pour réparer et entretenir les bâtiments scolaires.

Pendant la pandémie où les écoles étaient fermées et où les camps de réfugiés situés dans des zones reculées étaient hors d'accès des programmes nationaux d'apprentissage à distance, les associations parents-enseignants ont redoublé d'activité. Elles ont dû sensibiliser les enfants et leurs familles aux mesures de protection contre le Covid-19, leur donner des indications pour la scolarisation à domicile, superviser la distribution et la collecte hebdomadaire des devoirs à faire noter par les enseignants et rendre visite aux étudiants les plus vulnérables.

Cette collaboration entre les parents et les enseignants a aidé quelque 4000 étudiants soudanais et tchadiens du secondaire à continuer de se préparer pour les examens nationaux. Dans une région du monde où il n'y a même pas de couverture radio, ces associations ont été déterminantes en permettant à ces jeunes de continuer d'étudier.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'école en plein air

Avec la fermeture des écoles et les mesures de distanciation sociale imposées du fait de la pandémie de Covid-19, Jean Aimé Mozokombo a déplacé ses cours à l'extérieur.

Dans le nord de la République démocratique du Congo (RDC), plus de 600 étudiants réfugiés originaires de République centrafricaine (RCA) ont pu continuer à préparer l'examen national de fin d'études primaires. Jean Aimé compte parmi plusieurs enseignants de la communauté hôte qui s'est efforcé de maintenir l'apprentissage de ces jeunes élèves avec des devoirs.

Durant les deux derniers mois, il a organisé des cours à l'extérieur du logement de ses étudiants au camp de réfugiés d'Inke, dans la province du Nord-Ubangi. Ses cours étaient limités à six étudiants pour respecter les mesures de distanciation sociale.

« Nous avons distribué des cahiers et des crayons aux élèves, mais il nous manque souvent les meubles de base, comme des chaises correctes et des tableaux qui n'existent pas dans les maisons des réfugiés », explique-t-il.

Même sans les équipements scolaires habituels, ces classes en plein air sont essentielles. « Nous faisons

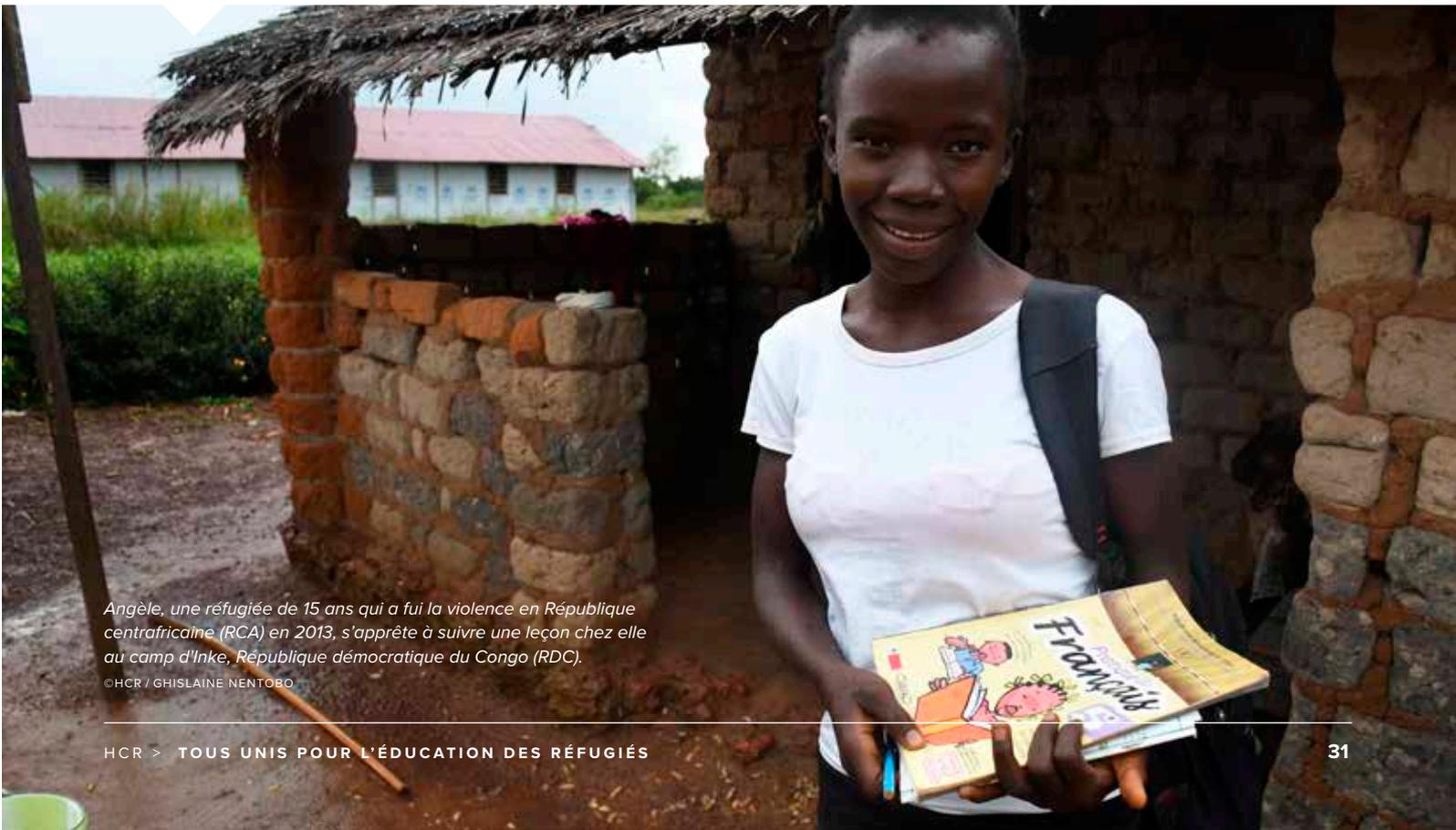
de notre mieux parce que les élèves doivent impérativement passer l'examen national de fin d'études primaires pour pouvoir s'inscrire au secondaire. »

Angèle, une adolescente de 15 ans qui a fui la RDC en 2013, compte parmi les élèves qui bénéficient de ses classes en plein air. « Je ne me fais pas de souci pour l'examen et je sais que j'ai de la chance parce que ce n'est pas tout le monde qui a pu continuer à apprendre pendant la pandémie, dit-elle. C'est important d'étudier si on veut devenir quelqu'un dans la société, servir notre pays et notre famille. »

Malgré leur persévérance, les réfugiés de RCA peinent à recevoir une éducation. Environ 8200 enfants seulement sur les quelque 18 000 jeunes vivant dans les camps sont inscrits au primaire et des milliers d'entre eux sont vite contraints de mettre un terme à leur scolarité faute de places disponibles dans les écoles secondaires.

Angèle, une réfugiée de 15 ans qui a fui la violence en République centrafricaine (RCA) en 2013, s'apprête à suivre une leçon chez elle au camp d'Inke, République démocratique du Congo (RDC).

©HCR / GHISLAINE NENTOBO





CHAPITRE 4: LES POUVOIRS PUBLICS

Des dessins d'étudiants réfugiés affichés au tableau de l'école Sorani à Trikala, dans le centre de la Grèce.

©HCR / ATHINA SYKIOTI



Le chef du HCR Filippo Grandi (droite) évoque les besoins des réfugiés avec Dr Tarek Shawky, Ministre égyptien de l'éducation, au Caire en janvier 2019.

© HCR / PEDRO COSTA GOMES

INTERVIEW DE TAREK SHAWKI, MINISTRE ÉGYPTIEN DE L'ÉDUCATION

La révolution de l'éducation en Égypte permet de relever les défis de la pandémie

Des avancées technologiques majeures ont permis aux écoles égyptiennes de s'adapter rapidement à la nouvelle réalité...

Dr Tarek Shawki n'avait pas pour intention de créer un système d'enseignement à même de traverser la pandémie du au coronavirus. Mais c'est malgré tout ainsi que les choses se sont passées.

D'abord conseiller du Président égyptien, puis Ministre de l'éducation, Dr Tarek Shawki a consacré les six dernières années à restructurer toutes les facettes du système d'enseignement suivi par les 22 millions d'élèves scolarisés dans le pays. Ce chiffre comprend 58 500 ressortissants étrangers, dont de nombreux enfants réfugiés, qui fréquentent actuellement les écoles publiques du pays.

« C'est toute une révolution que nous avons commencé à déployer dans l'ensemble du pays à l'automne 2018,

dit Dr Shawki. L'Égypte assiste à une refonte radicale de son système d'éducation.»

La technologie est au cœur de la transformation de l'Égypte en ce qu'il appelle «une société du savoir.» Tous les étudiants qui fréquentent les lycées publics du pays ont une tablette qui leur permet d'accéder à des bibliothèques numériques et à des programmes de gestion de l'apprentissage et de passer leurs examens en ligne. En outre, tous les élèves ont gratuitement accès à la banque de connaissances de l'Égypte (EKB), une archive numérique vouée à l'étude et constituée de ressources provenant de 33 éditeurs internationaux.

«Nous avons commencé en 2018 à tester l'organisation des examens officiels par voie numérique. Lorsque nous avons été frappés par le Covid-19, nous étions donc déjà bien préparés. En une semaine, nous avons pu extraire de la banque EKB tous les programmes d'enseignement pré-universitaire d'arabe et d'anglais, de la première année de maternelle à la dernière année du secondaire.

«En outre, nous avons mis en place en moins de 10 jours un système de gestion de l'apprentissage pour plus de 55 000 écoles. Nous avons organisé des classes virtuelles en nous appuyant sur une plateforme de diffusion et des chaînes de télévision pour diffuser les cours.»

Selon Dr Shawki, les avantages de ce passage au numérique ne se limitent pas à la gestion de la crise du coronavirus, mais profiteront à tous les étudiants, réfugiés ou non, dans les années à venir.

«La pandémie nous a tous contraints à réfléchir et à faire les choses de façon inédite. Même si le Covid disparaissait ou si un vaccin était trouvé, nous ne retournerions pas à notre mode de fonctionnement antérieur.»

Il ajoute qu'une combinaison d'enseignement en présentiel et à distance pourrait résoudre le problème des classes surchargées dans un pays où les écoles peinent à répondre à la demande.

Le remaniement des emplois du temps, fondé sur une réduction du temps passé à l'école et une augmentation du temps d'étude à domicile, est un modèle susceptible de donner de bons résultats dans d'autres pays où le manque de moyens et de places fait obstacle à la scolarisation des réfugiés, à condition que la connectivité soit en place pour soutenir le système.

«La pandémie nous a tous contraints à réfléchir et à faire les choses de façon inédite. Même si le Covid disparaissait ou si un vaccin était trouvé, nous ne retournerions pas à notre mode de fonctionnement antérieur.»

La refonte du système a également exigé la participation d'une large gamme de partenaires. «Notre chance a été qu'en développant la banque EKB, nous avons créé un réseau de partenaires, dont certains comptent parmi les plus grands dépositaires de savoir du monde entier, dit Dr Shawki.

«Mais nous avons également un énorme groupe de donateurs», ajoute-t-il, citant des noms tels que la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques, des gouvernements, de nombreuses agences des Nations Unies et

des organisations internationales telles que USAID, « qui œuvrent tous à nos côtés vers le même but. »

Ce but s'inscrit dans le droit-fil de l'engagement pris par l'Égypte au Forum mondial sur les réfugiés en décembre 2019: « garantir l'accès des enfants réfugiés à l'éducation au sein du système national d'éducation, conformément à la stratégie nationale pour l'éducation à l'horizon 2030. » Les réfugiés syriens, yéménites, soudanais et sud-soudanais sont d'ores et déjà autorisés à fréquenter les écoles publiques, ce qui n'est pas encore le cas de plusieurs autres nationalités.

L'Égypte devra cependant faire face aux conséquences économiques de la pandémie sur les communautés vulnérables, dont les réfugiés. Même avant l'arrivée du virus, des évaluations de la vulnérabilité réalisées par le HCR montraient que huit réfugiés sur 10 en Égypte ne pouvaient satisfaire leurs besoins élémentaires. De ce fait, de nombreux réfugiés d'âge scolaire sont envoyés au travail plutôt qu'à l'école.

Les mesures de confinement ont fait encore davantage de ravages sur les revenus. De nombreux réfugiés et demandeurs d'asile qui travaillaient dans le secteur informel ont perdu leurs moyens d'existence déjà modestes. Les avertissements quant à la perspective d'abandons scolaires chez les réfugiés après la pandémie — comme l'alerte lancée par le Fonds Malala selon lequel la moitié des filles réfugiées inscrites au secondaire pourraient être contraintes d'abandonner leurs études — paraissent d'autant plus alarmants.

Même s'il en convient, Dr Shawki souligne que la réponse doit être internationale autant que nationale. L'une des solutions pourrait être d'assouplir les règles empêchant les enfants longtemps privés

d'éducation de reprendre leur scolarité là où elle s'est interrompue; l'autre serait que les États acceptent d'accueillir des étudiants réfugiés venant de pays d'ores et déjà surchargés. « Je pense que le monde devra élaborer des principes directeurs sur ces questions. »

Malgré tout, le Ministre de l'éducation est clairement convaincu que la solution à long terme réside dans la technologie. Dr Shawki envisage de fournir les programmes d'enseignement égyptiens à tous les réfugiés de la région: « si nous sommes en mesure, nous Gouvernement égyptien, le HCR, d'autres donateurs ou des ONG, de mettre entre leurs mains des appareils simples, nous pouvons mettre toutes nos ressources à leur disposition. »

Plus tard encore, il imagine des cours élaborés en Égypte diffusés vers d'autres écoles du monde. « La physique, c'est la physique. La chimie, c'est la chimie, dit-il, alors pourquoi ne pas étudier avec des étudiants en Chine, au Canada et en Russie? »

« Nous pouvons travailler avec d'autres pays au-delà de la pandémie de Covid-19. Le futur est très prometteur à cet égard. »



Ann Lucas,
Maire de Coventry

INTERVIEW AVEC ANN LUCAS, MAIRE DE COVENTRY

Une ville du Royaume-Uni exploite la puissance des réseaux locaux

Les réfugiés vivant en milieu urbain à environ 60 pour cent dans le monde, les collectivités locales jouent un rôle essentiel dans l'aide aux déracinés. En septembre 2015, le Royaume-Uni s'est engagé à accueillir 20 000 Syriens qui ont fui le conflit dans leur pays. La ville de Coventry, dans le centre de l'Angleterre, en a réinstallé 600, le plus grand nombre après Londres...

Ann Lucas, anciennement directrice de l'une des collectivités locales et aujourd'hui première femme maire de Coventry, a pris ses fonctions lors d'une cérémonie virtuelle tenue pendant le confinement dû au coronavirus. Elle explique pourquoi la ville a choisi d'accueillir des réfugiés.

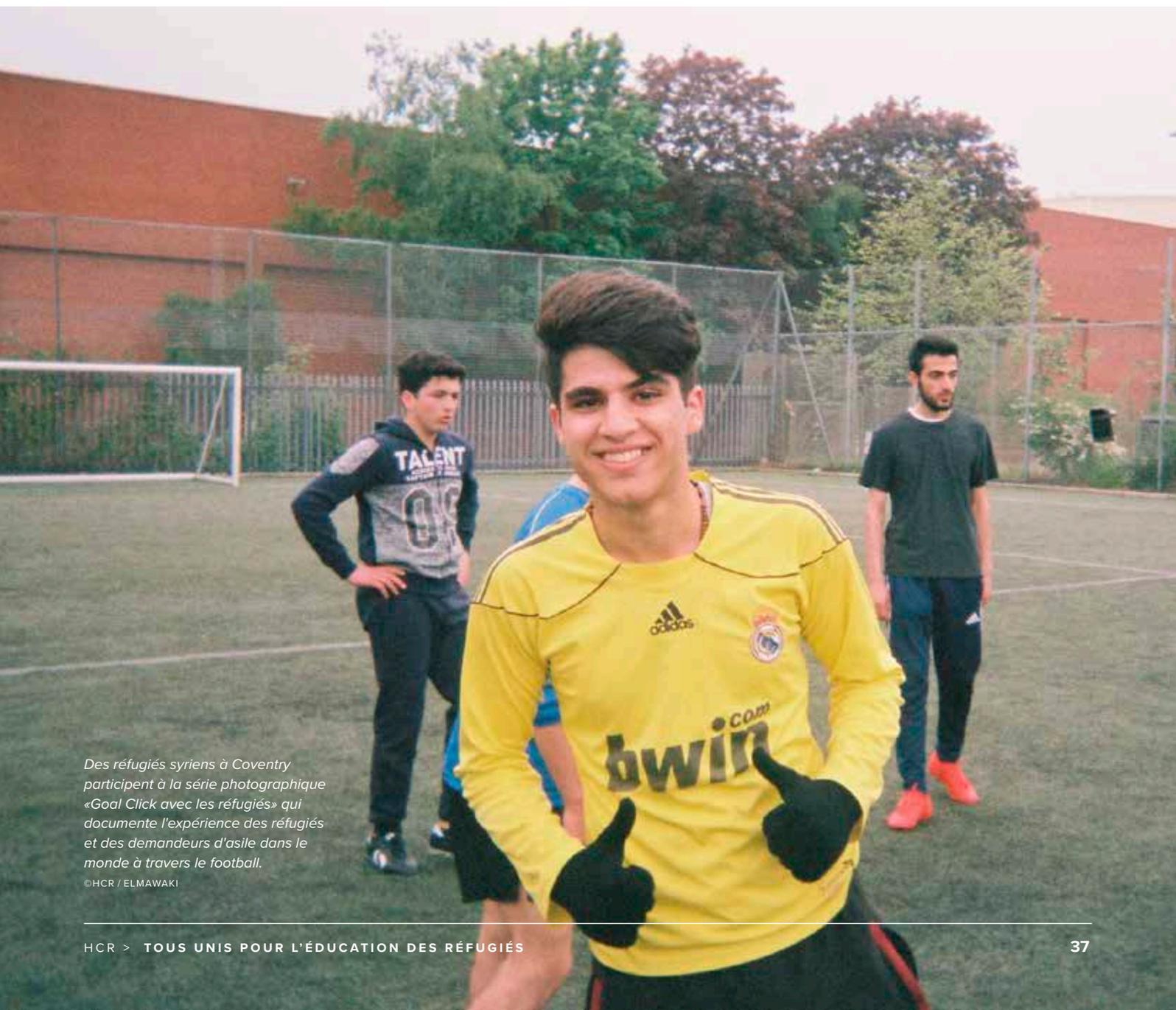
Pourquoi la ville de Coventry a-t-elle été si enthousiaste à l'idée d'accueillir des réfugiés ?

Coventry a l'immense avantage d'être connue comme une ville de paix et de réconciliation. Dans le passé, nous avons accepté et accueilli des gens, notamment à la fin de la Seconde Guerre mondiale où régnait un énorme appétit de reconstruction et où les gens sont venus travailler depuis toutes les régions de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Nous sommes aussi la ville qui compte le plus grand nombre de jumelages dans le monde entier. Tout cela a commencé en 1944 lorsque les femmes de Coventry ont apporté leur soutien à la ville de Stalingrad [aujourd'hui Volgograd], puis nous nous sommes jumelés avec Dresde et Kiel en Allemagne. Aussi, quand la guerre a éclaté en Syrie et que le HCR et le Gouvernement britannique ont contacté différentes villes pour accueillir des réfugiés, nous avons répondu «évidemment», ça allait de soi.

Quelle aide pouvez-vous apporter aux réfugiés, notamment les jeunes, en matière d'éducation ?

C'est un réel avantage que la Syrie ait été dotée d'un bon système d'éducation [avant le conflit]. J'ai été stupéfiée de voir avec quelle facilité les réfugiés que j'ai rencontrés avaient non seulement acquis les rudiments d'une nouvelle langue, mais qu'ils en avaient une bonne maîtrise après seulement trois à six mois. Leur soif de connaissances et d'éducation est franchement sans limite.



Des réfugiés syriens à Coventry participent à la série photographique «Goal Click avec les réfugiés» qui documente l'expérience des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le monde à travers le football.

©HCR / ELMAWAKI

Toutefois, on ne peut pas se contenter de parachuter des enfants à l'école en leur disant «voilà, tu y es, quelle chance tu as!» Il s'agit plutôt de prendre des engagements et de les tenir. Nous avons le personnel de notre Service sur les accomplissements des minorités ethniques (EMAS) qui intervient dans les salles de classe pour aider les enfants de communautés récemment arrivés et dispense des formations aux enseignants en cas de besoin. EMAS travaille dans les établissements scolaires pour en faire des Écoles-refuge, un nouveau programme visant à mieux sensibiliser le public à ce que signifie le droit de chercher à obtenir l'asile et à réfuter les discours négatifs.

Durant les dix dernières années, nous sommes venus en aide, via le processus d'admission scolaire, à plus de 550 enfants d'âge scolaire demandeurs d'asile dont des enfants non accompagnés; nous avons en outre aidé 200 jeunes dans le cadre d'autres dispositifs tels que des cours de langue ou des apprentissages. Nous travaillons avec un nombre considérable d'organisations, dont le Centre de Coventry pour les réfugiés et les migrants, le Groupe d'action de Coventry pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, la Fondation pour une jeunesse positive [un organisme de bienfaisance], le Bureau de conseil aux citoyens, les bureaux locaux du système de santé national, les universités de Coventry et de Warwick, des écoles et des églises de la ville.

«On ne peut pas se contenter de parachuter des enfants à l'école en leur disant “voilà, tu y es, quelle chance tu as!” Il s'agit plutôt de prendre des engagements et de les tenir.»

Que peuvent faire les villes à la différence des gouvernements nationaux ?

Nous connaissons la ville. C'est notre pré carré. Ce qui est juste pour Coventry pourrait ne pas convenir à une autre ville. Nous pouvons agir rapidement. Nous savons où trouver le Centre pour les réfugiés, le Centre juridique de Coventry, les groupements de

bénévoles, les églises, les banques alimentaires et nos réfugiés eux-mêmes se sont très rapidement impliqués dans le bénévolat. Néanmoins, tout cela ne se fait pas en un jour, il nous a fallu beaucoup de temps.

Nous sommes habitués aux gens nouveaux, nous avons les réseaux nécessaires pour leur venir en aide. Et nous comptons également des communautés originaires du Moyen-Orient qui ont été très accueillantes. Ils partagent la même langue et la même culture, fréquentent les mêmes lieux religieux et ont des expériences communes.

Malgré tout, le bonus c'est que le gouvernement nous a soutenus financièrement et nous a laissés gérer les choses. Quand nous avons besoin d'une aide, nous l'obtenions et donc nous n'avons pas perdu financièrement. Quand on porte une casquette politique, il faut pouvoir dire que l'on fait ce qu'il faut faire, mais aussi que les retombées sont extrêmement positives. Premièrement, ça ne coûte rien et deuxièmement, notre réputation s'est améliorée au niveau national et international.

Quelles sont les principales difficultés ?

Les enfants réfugiés n'ont évidemment pas pu poursuivre leur scolarité pendant leurs longues périodes de déracinement, une situation qui a des conséquences à long terme sur la capacité à gagner sa vie, mais aussi sur la santé mentale et l'estime de soi. En outre, ces jeunes ont vu des choses épouvantables et ils en ont souffert. Mais nous travaillons avec toute une gamme d'intervenants à même d'offrir un soutien psychologique et physique.

Pour la suite, bien sûr il y a le coronavirus. Une part de moi est toujours à penser à la récession économique. Nous devons continuer à forger des relations avec les entreprises, car elles peuvent jouer un rôle déterminant dans l'appui aux jeunes réfugiés, notamment en offrant des bourses d'études, des stages en milieu professionnel ou des possibilités de jumelage pour élever leurs aspirations. Certaines entreprises ont ouvert leurs portes, mais il faudrait qu'elles soient plus nombreuses à répondre à l'appel.

Coventry est la plus récente ville à avoir rejoint le mouvement du HCR des [villes solidaires](#) [#Aveclesréfugiés](#)

A photograph showing four children sitting on a concrete ledge of a damaged building. The building has a wall made of light-colored concrete blocks and a window with a metal grille. The children are wearing jackets and pants. One child on the left is wearing a blue jacket and pants. The child next to him is wearing a purple and yellow striped jacket. The child in the middle is wearing a blue and black jacket. The child on the right is wearing a yellow and black jacket. The background shows a clear blue sky and some greenery.

CHAPITRE 5 :

LES VIOLENCES CONTRE LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

À Souran, une ville ravagée par la guerre dans l'ouest de la Syrie, des élèves de l'école Al Shuhada perchés en bonne position pour suivre la récente visite du chef du HCR, Filippo Grandi.

©HCR / ANDREW MCCONNELL

GROS PLAN SUR LE BURKINA FASO

Des écoles prises au piège du conflit armé qui ronge le Sahel

Un adolescent réfugié au Burkina Faso a vu sa scolarité perturbée par les déracinements, les violences et le Covid-19...

À la fin de l'année scolaire 2019, alors qu'il se préparait à passer ses examens de fin de primaire dans le nord du Burkina Faso, Oumar Ag Ousmane, un jeune réfugié malien, a vu ses espoirs s'évanouir.

Quand la violence qui rongait différentes régions du Sahel depuis des années s'est emparée du Burkina Faso et que des groupes armés s'en sont pris aux écoles et ont menacé le personnel, les enseignants de l'école d'Oumar ont cessé de venir travailler, pour ensuite quitter la région.

L'éducation d'Oumar et celle de milliers d'autres enfants et jeunes réfugiés maliens vivant dans le camp de Mentao s'est retrouvée en suspens.

« J'étais très triste de devoir rester à la maison toute la journée et de ne pas pouvoir continuer d'étudier », dit Oumar, un adolescent réservé mais déterminé d'aujourd'hui 17 ans.

C'était un cruel coup du sort. Quand il était enfant, il n'y avait pas d'école où aller à Mopti et, lorsque la violence a atteint sa ville natale, il a fui avec sa famille vers le Mali en 2012 et c'est là, au camp de réfugiés de Mentao, qu'il a goûté à l'éducation pour la première fois.

Pour qu'il puisse poursuivre sa scolarité, son père a décidé d'amener tous ses enfants au camp de réfugiés de Goudoubo, plus à l'est. Oumar a alors été inscrit dans une école de Dori, une ville proche du camp, où

Des enfants réfugiés maliens étudient dans une école primaire soutenue par le HCR dans l'un des camps de réfugiés du Burkina Faso. Pour beaucoup, la fréquentation quotidienne est un défi car ils doivent souvent s'occuper du bétail.

©HCR / PAUL ABSALON

il espérait pouvoir passer les examens indispensables pour accéder au secondaire.

De nouvelles perturbations se profilaient déjà à l'horizon. « Dès la reprise des cours l'année suivante, les mêmes problèmes de sécurité sont apparus à Goudoubo, dit-il. J'étais très déçu parce qu'à nouveau, mon école a fermé et je n'ai pas pu achever cette année scolaire. » Oumar a dépassé l'âge habituel d'entrée à l'école secondaire, un constat fréquent chez les jeunes réfugiés, surtout lorsque l'enseignement a été perturbé et qu'il n'existait pas de programmes d'enseignement accéléré.

« À nouveau, mon école a fermé et je n'ai pas pu achever cette année scolaire. »

Au Burkina Faso seulement, le nombre de déplacés internes a été multiplié par cinq durant les 12 derniers mois, soit 921000 personnes déracinés à la fin juin 2020. Le camp accueille également quelque 20000 réfugiés dont beaucoup sont récemment arrivés en quête de sécurité dans d'autres régions ou alors qu'ils tentaient de rejoindre leur pays d'origine.

Dans l'ensemble du Sahel, des millions de personnes ont fui les attaques aveugles lancées par des groupes armés contre des civils et des institutions, y compris des écoles. Selon l'Unicef, le nombre de fermetures d'écoles dues à la violence au Burkina Faso, au Mali et au Niger a été multiplié par six entre avril 2017 et décembre 2019. À la fin de l'année dernière, plus de 3300 écoles étaient fermées, touchant près de 650000 enfants et plus de 16000 enseignants.

Rien qu'au Burkina Faso, 2500 écoles ont été fermées en raison des violences, privant 350000 enfants d'accès à l'éducation et ça, c'était avant que le coronavirus n'entraîne la fermeture des autres écoles.

Cette année, Oumar se pensait chanceux pour la troisième fois. Sa famille avait déménagé à quelques kilomètres du camp de Goudoubo en direction de Dori, et il avait pu commencer sa première année d'école secondaire, même s'il était plus âgé que la plupart des autres étudiants. « Tout se passait parfaitement bien, dit-il. Mais les cours ont dû s'arrêter de nouveau, cette fois à cause de l'épidémie de Covid-19. »

Depuis le 1^{er} juin, les trois classes qui devaient passer des examens cette année ont rouvert et le HCR fait de

Le 9 septembre, les Nations Unies célébreront la première Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques, une occasion pour l'Assemblée générale de condamner les attaques dirigées contre l'éducation et l'utilisation des écoles par les forces armées, en violation du droit international.

Selon la [Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques \(GCPEA\)](#), les violences contre l'éducation prennent des formes diverses, dont des attaques dirigées contre des élèves, des enseignants et d'autres membres du personnel d'enseignement ; l'utilisation militaire des écoles et des universités ; le recrutement des enfants dans des groupes armés ou criminels à l'école ou sur le trajet de l'école ; et les violences sexuelles contre des enfants et des jeunes dans les écoles ou les universités ou sur le chemin.

La GCPEA a lancé un appel aux États membres des Nations Unies pour qu'ils signent et appliquent la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, un accord qui vise à réduire le risque d'attaques contre des établissements d'enseignement, prévenir leur utilisation par des forces armées et réduire au minimum l'impact des attaques et de ces utilisations militaires lorsqu'elles se produisent.

Le problème n'est en aucun cas limité au Sahel. Dans le monde entier, de l'Afghanistan aux Philippines en passant par la Syrie, le Yémen et la Colombie, des étudiants déracinés par des crises ont été affectés par des attaques dirigées contre des écoles et des universités.

son mieux pour trouver des places pour les enfants réfugiés. Pour les autres, le HCR a commencé à travailler avec le Fonds mondial « L'éducation ne peut attendre » afin d'acheter des postes radio pour les élèves réfugiés du primaire et du secondaire et leur permettre ainsi d'avoir accès aux leçons diffusées par radio, au même titre que leurs camarades burkinabés. Le HCR travaille également avec les gouvernements pour apporter une éducation d'urgence aux enfants et aux jeunes déracinés en s'appuyant sur des solutions sûres d'apprentissage à distance.

Bien qu'il soit dans l'expectative, Oumar refuse de perdre courage. « J'ai toujours l'espoir que la situation va s'améliorer pour que je puisse retourner à l'école et achever ma scolarité », dit-il.

L'Égyptien Mo Salah, star du football, appelle à un effort collectif pour que les enfants défavorisés reçoivent une éducation qui transformera leur vie.

© HCR / VODAFONE FOUNDATION / MIKE DODD



POSTFACE

PAR MO SALAH

Le Covid-19 a fermé des écoles et des universités dans le monde entier. Il a vidé les bureaux et les hôtels, les stades, les cafés, les musées et les cinémas. La quasi-totalité des endroits où nous avons l'habitude de nous retrouver.

Il a perturbé l'éducation de nos enfants et de nos jeunes, le travail de ceux qui leur apportaient une éducation ainsi que les moyens d'existence de parents qui font tout leur possible pour assumer le coût des manuels, des uniformes et des transports scolaires.

Pour beaucoup d'enfants réfugiés, dont la grande majorité vit dans des pays en développement, le coronavirus est venu ajouter son lot de difficultés nouvelles à des existences déjà déchirées par les conflits et les persécutions. Nombre d'entre eux risquent de ne jamais retourner à l'école. Les progrès chèrement acquis et lentement et patiemment engrangés sur des décennies risquent d'être anéantis jusqu'à nouvel ordre. Ces jeunes vies pourraient être définitivement brisées.

Je suis devenu l'ambassadeur du réseau [Instant Network Schools](#) quelques jours seulement avant que la pandémie de coronavirus ne transforme radicalement nos vies quotidiennes. Créé dans le cadre d'un partenariat entre la Fondation Vodafone et le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, le réseau INS permet de relier des milliers de réfugiés et d'élèves des pays hôtes à une éducation numérique de qualité.

En ma qualité d'ambassadeur, il était notamment prévu que je visite des écoles appuyées par le réseau pour sensibiliser le monde à l'importance vitale d'une éducation de qualité pour les enfants réfugiés. Comme pour de nombreuses autres personnes, mes projets de voyage devront changer.

Toutefois, le programme INS — comme nombre des initiatives présentées dans ce rapport — montre que nous pouvons unir nos forces selon des modalités nouvelles pour améliorer concrètement la vie de millions de jeunes qui ont plus que jamais besoin d'un coup de main.

Les enfants qui ont été arrachés à leurs foyers ont besoin de livres, d'écoles, d'enseignants qualifiés et de bien d'autres choses. Mais ils ont également besoin des technologies numériques qui les connectent au reste du monde.

Cela suppose de meilleurs partenariats avec les entreprises du secteur privé qui redoublent

d'efforts pour créer et proposer des solutions technologiques, en fournissant des logiciels, du matériel informatique et des solutions de connectivité.

Mais il ne s'agit pas seulement de technologie. Chaque entreprise peut faire la différence : transports, bâtiment, sport, assainissement, santé et bien d'autres, acheminer les enfants à l'école, construire les salles de classe nécessaires, préserver le bien-être physique et mental des enfants...

Je veux aussi évoquer ici les stages d'apprentissage et les possibilités d'emploi qui donneront à tous, réfugiés et non réfugiés, un objectif à poursuivre et les moyens de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Le secteur privé quant à lui doit tenir compte des besoins des réfugiés et des priorités établies par leurs pays d'accueil. En tirant parti des capacités et des aspirations des réfugiés et des communautés hôtes, ainsi que de l'expertise et de l'expérience des agences humanitaires, des organisations caritatives, des ONG et d'autres acteurs, ces projets peuvent devenir des entreprises locales aussi efficaces que possible.

Offrir une éducation de qualité aujourd'hui, cela veut dire moins de pauvreté et de souffrance demain.

Nous devons tous affronter cette pandémie ensemble et l'innovation devra jouer un rôle capital pour que les enfants et les jeunes déracinés du monde entier ne perdent pas complètement espoir d'obtenir une éducation reconnue et de qualité.

Une innovation qui ne se mesure pas seulement en puces de silicium, mais plutôt par une réflexion audacieuse et novatrice de bout en bout afin que cette éducation devienne réalité.

À moins que chacun ne fasse sa part, des générations d'enfants — et des millions d'enfants dans certains des pays les plus pauvres du monde — connaîtront un sombre avenir.

Mais si nous travaillons en équipe, unis pour ne faire qu'un, nous pouvons leur donner la chance qu'ils méritent d'avoir un avenir digne de ce nom. Ne manquons pas cette opportunité.



APPEL À L'ACTION

Chaque geste compte pour donner
aux réfugiés l'avenir qu'ils méritent.

Kaitlyn, 17 ans, originaire des États-Unis, a reçu une mention spéciale pour son dessin intitulé « We are all in this together » qu'elle a soumis au Concours artistique 2020 du HCR: Les jeunes avec les réfugiés.

© HCR / KAITLYN ZHOU

Quel que soit le niveau d'enseignement, porter le taux de scolarisation des réfugiés au niveau mondial exige un effort conjugué et coordonné de la part d'une large gamme de partenaires. Ce rapport a décrit plusieurs voies empruntées par des gouvernements, des écoles et des universités, des ONG, des communautés hôtes, des organisations privées de toutes tailles et de nombreux individus pour tenter d'améliorer les chances d'accéder à une éducation inclusive et de qualité pour tous les enfants réfugiés.

Aujourd'hui, nous devons intensifier ces efforts pour passer à l'échelle supérieure, non seulement pour réparer les dégâts que le coronavirus a provoqués dans l'éducation à travers le monde, mais aussi pour produire des retombées positives réelles et durables sur l'existence de millions d'enfants et de jeunes vulnérables vivant dans des communautés déracinées à travers le monde.

À L'INTENTION DES ÉTATS ET DES VILLES

- S'assurer que les enfants et les jeunes réfugiés bénéficient de l'effort mondial visant à relancer leur éducation et à planifier leur retour à l'école ;
- S'assurer que les jeunes filles réfugiées bénéficient d'un accès égal à l'éducation à tous les niveaux, et travailler avec les communautés déracinées pour encourager la scolarisation des filles ;
- Lever les obstacles auxquels les enfants et les jeunes réfugiés handicapés se heurtent en classe et s'assurer qu'ils bénéficient d'un accès équitable à une éducation inclusive à tous les niveaux ;
- Autoriser les enfants réfugiés à s'inscrire à l'école aux mêmes conditions que les ressortissants du pays, les inclure dans les systèmes nationaux d'éducation et s'assurer qu'ils en suivent les programmes ;
- Donner accès à l'école aux réfugiés sans documents ou certificats. Veillez à ce qu'ils puissent passer les examens nationaux et obtenir des qualifications reconnues ;
- Prévoir dans les plans nationaux des politiques dûment budgétées pour l'éducation des réfugiés, tout en veillant à ce que les communautés hôtes en bénéficient également ;
- Rejoindre le mouvement du HCR des [Villes solidaires #Aveclesréfugiés](#).

À L'INTENTION DES ÉCOLES ET DES UNIVERSITÉS

- Accueillir des réfugiés dans les classes. Établir un dialogue avec les familles des enfants réfugiés et les associer à la vie scolaire pour réduire les risques d'abandon ;
- Dispenser aux enseignants les formations nécessaires à l'intégration et à l'éducation des enfants réfugiés ;
- Fournir des cours de langue aux réfugiés qui ne parlent pas la langue d'enseignement et offrir des programmes de rattrapage à ceux qui ont été déscolarisés pendant des mois ou des années ;
- Accorder des bourses d'études et d'autres facilités aux étudiants réfugiés pour leur permettre d'accéder à l'enseignement tertiaire et nouer des partenariats avec les universités et les établissements de formation professionnelle et technique dans les pays accueillant des réfugiés ;
- Prendre conscience des réalités liées aux situations de déplacement. Éviter les obstacles bureaucratiques injustifiés et irréalistes ;
- Faire obstacle à la discrimination, à la xénophobie, au harcèlement sexuel ainsi qu'au harcèlement scolaire.

À L'INTENTION DES ENTREPRISES

- Nouer des partenariats avec le HCR pour stimuler l'investissement dans les initiatives pour l'éducation des réfugiés. Le Covid-19 a perturbé l'éducation de millions d'enfants et de jeunes réfugiés. Le soutien du secteur privé est essentiel pour aider les réfugiés et leurs hôtes à poursuivre leur éducation et s'assurer que tous bénéficient de possibilités d'apprentissage virtuel et connecté;
- Apporter votre assistance à l'innovation et à la recherche de solutions aux problèmes nouveaux et anciens. L'entreprise peut soutenir l'éducation des réfugiés de multiples façons : équipement des salles de classe, formation des enseignants, connectivité, infrastructures, ressources en ligne, stages en entreprise, stages d'apprentissage, formations et opportunités professionnelles.

À L'INTENTION DES DONATEURS

- Garantir des financements pluriannuels fiables pour les programmes et projets d'éducation des réfugiés, notamment la formation des enseignants, les infrastructures scolaires, les ressources pédagogiques, les projets innovants, les fournitures scolaires et autres;
- Prendre des engagements quant aux ambitions et buts internationaux et à l'égard des organisations qui œuvrent pour l'éducation des réfugiés : Objectif de développement durable 4, Pacte mondial sur les réfugiés, Coalition mondiale pour l'éducation de l'Unesco, parmi tant d'autres;
- Financer et soutenir les partenariats qui ont déjà fait leurs preuves pour leur permettre d'étendre leur activité et de toucher davantage de gens.

À L'INTENTION DE TOUS

- Soutenir l'action du HCR et de ses partenaires par des dons, un travail de plaidoyer, des expressions de soutien et du bénévolat;
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils appuient l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux;
- Aider les réfugiés à acquérir de nouvelles langues et compétences;
- Soutenir la cause des réfugiés et faire barrage aux propos et aux déclarations xénophobes;
- Accueillir des réfugiés dans vos écoles, vos communautés et votre existence.



Kayla, une indonésienne de 23 ans, a gagné un prix au Concours artistique 2020 du HCR : Les jeunes avec les réfugiés, pour cette illustration montrant que chacun peut contribuer à la lutte contre le coronavirus. ©HCR / KAYLA ABIGAIL SALIM

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, est une organisation mondiale qui se consacre à sauver des vies, à protéger les droits et à construire un avenir meilleur pour les personnes contraintes de fuir leur foyer en raison des conflits et des persécutions. Nous menons une action internationale pour protéger les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides.

Nous apportons une aide vitale, contribuons à la sauvegarde des droits humains fondamentaux et élaborons des solutions qui garantissent aux personnes un lieu sûr où elles peuvent construire un avenir meilleur. Nous nous efforçons également de faire en sorte que les apatrides obtiennent une nationalité.

Nous travaillons dans plus de 130 pays, et utilisons notre expertise pour protéger et aider des millions de personnes.

En couverture :

Le rassemblement du matin est un moment joyeux dans cette école d'Ispahan, en Iran, qui accueille des réfugiés afghans.

© HCR / MOHAMMAD HOSSEIN DEHGHANIAN



Pour de plus amples informations et demandes de renseignements, veuillez svp contacter :

HCR
B.P. 2500
1211 Genève 2
Suisse

